

COMPTES PUBLICS

1989-1990

Volume 3

ÉTATS FINANCIERS DES FONDS
SPÉCIAUX ET DES FONDS
RENOUVELABLES DU GOUVERNEMENT
DU QUÉBEC

Année financière
terminée le 31 mars 1990

HJ
9921
Z9
Q3
C738
1989/90,3
Ex. 02
QMDF

Québec 

HJ
9921
Z9
A3
C738
1989/90, 2
fx. 02
QMF

COMPTES PUBLICS

1989-1990

Publiés conformément aux
dispositions de l'article 71
de la Loi sur l'administration
financière (L.R.Q., c. A-6)



Volume 3

ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX ET DES FONDS RENOUVELABLES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Année financière terminée le 31 mars 1990

Ministère des Finances
Bibliothèque
Date:



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances



ISSN 0706-2869
ISBN 2-550-21020-4 (Édition complète)
ISBN 2-550-21023-9 (Volume 3)

Dépôt légal -- 4^e trimestre 1990
Bibliothèque nationale du Québec

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1989	
Fonds administrés par la Régie des marchés agricoles du Québec et Rapport du Vérificateur	7
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels et Rapport du Vérificateur	11
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collègues d'enseignement général et professionnel du Québec et Rapport du Vérificateur	14
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires et Rapport du Vérificateur	17
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec et Rapport du Vérificateur	21
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec et Rapport du Vérificateur	24
Fonds de la formation à distance et Rapport du Vérificateur	28
Fonds de la réforme du cadastre québécois et Rapport du Vérificateur	33
Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau et Rapport du Vérificateur	37
Fonds de reprographie gouvernementale et Rapport du Vérificateur	41
Fonds des cautionnements des agents de voyages et Rapport du Vérificateur	45
Fonds des fournitures et de l'ameublement et Rapport du Vérificateur	49
Fonds des services de placement médias et Rapport du Vérificateur	53
Fonds des services de santé et Rapport du Vérificateur	57
Fonds des services de télécommunications et Rapport du Vérificateur	60
Fonds des services informatiques et Rapport du Vérificateur	67
Fonds d'information géographique et foncière et Rapport du Vérificateur	(*)
Fonds du Bureau de la statistique du Québec et Rapport du Vérificateur	73
Fonds en fidéicomis et Rapport du Vérificateur	77
Fonds les publications du Québec et Rapport du vérificateur	80
Fonds pour les équipements informatiques et Rapport du vérificateur	86
Fonds spécial olympique et Rapport du Vérificateur	90
ÉTATS FINANCIERS DES FONDS RENOUVELABLES ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1990	
Fonds renouvelable de la reprographie et Rapport du Vérificateur	95
Fonds renouvelable des fournitures et de l'ameublement et Rapport du Vérificateur	100
Fonds renouvelable du service aérien gouvernemental et Rapport du Vérificateur	104
Fonds renouvelable pour l'entretien des machines de bureau et Rapport du Vérificateur	109
Fonds renouvelable pour les équipements informatiques et Rapport du Vérificateur	114
DÉTAIL DES FOURNISSEURS PAR FONDS RENOUVELABLE	121
(*) Les états financiers n'étant pas disponibles au moment de la préparation de ce volume, ceux-ci n'y sont pas incorporés.	

ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1990

FONDS ADMINISTRÉS PAR LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. M-35)
FONDS D'ASSURANCE-GARANTIE
REVENUS ET DÉPENSES ET SOLDE DU FONDS
de l'année financière terminée le 31 mars 1990

	1990	1989
REVENUS		
Primes	122 109 \$	120 268 \$
Revenus de placements (note 3)	205 067	155 770
Recouvrement de réclamations en exécution de garantie	11 727	25 000
	<u>338 903</u>	<u>301 038</u>
DÉPENSES		
Réclamation en exécution de garantie	11 057	
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	<u>327 846</u>	<u>301 038</u>
SOLDE DU FONDS AU DÉBUT	<u>1 753 185</u>	<u>1 452 147</u>
SOLDE DU FONDS À LA FIN	<u><u>2 081 031 \$</u></u>	<u><u>1 753 185 \$</u></u>

FONDS ADMINISTRÉS PAR LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC

BILAN

DES FONDS ADMINISTRÉS PAR LA RÉGIE
au 31 mars 1990

	1990	1989
ACTIF		
FONDS D'ASSURANCE-GARANTIE		
Encaisse	13 041 \$	52 576 \$
Dépôts au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec:		
Dépôts à vue et intérêts courus	179 332	182 997
Dépôts à participation (note 4)	1 954 307	1 599 973
	<u>2 146 680 \$</u>	<u>1 835 546 \$</u>
FONDS EN FIDÉICOMMIS (note 5)	<u>183 665 \$</u>	<u>195 000 \$</u>
PASSIF		
FONDS D'ASSURANCE-GARANTIE		
Primes perçues d'avance	65 649 \$	82 361 \$
Solde du Fonds	2 081 031	1 753 185
	<u>2 146 680 \$</u>	<u>1 835 546 \$</u>
FONDS EN FIDÉICOMMIS (note 5)	<u>183 665 \$</u>	<u>195 000 \$</u>

ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN (note 7)

Pour la Régie,

Gilles Prigent
Gilles Leblanc

FONDS ADMINISTRÉS PAR LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1990

1. Constitution et objet

La Régie des marchés agricoles du Québec, constituée par la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., chapitre M-35 et modifications), est un organisme de surveillance, de coordination et d'amélioration de la mise en marché des produits agricoles. Elle a pour fonction générale de favoriser une mise en marché ordonnée, efficace et juste des produits agricoles. De plus, elle administre les fonds suivants: le Fonds d'assurance-garantie et le Fonds en fidéicomis.

Fonds d'assurance-garantie

Le Fonds d'assurance-garantie résulte de l'application par la Régie de la section V - Polices de garantie, de la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., chapitre P-30 et modifications).

La Régie délivre des polices de garantie aux marchands de lait pour couvrir le paiement des sommes que doit ou pourra devoir un marchand de lait à ses producteurs ou à l'organisme chargé d'appliquer un plan conjoint. Les primes perçues de même que tout autre revenu net applicable à ce Fonds doivent servir exclusivement au paiement des réclamations en vertu des polices délivrées par la Régie. Nul ne peut être marchand de lait s'il ne détient une police de garantie délivrée par la Régie. Le ministre des Finances peut, avec l'autorisation du gouvernement, avancer à la Régie les sommes nécessaires à l'acquittement des obligations de cette dernière en vertu des polices de garantie.

2. Conventions comptables

Les états financiers des fonds administrés par la Régie ont été préparés par la direction, selon les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Fonds d'assurance-garantie

Les opérations relatives au Fonds d'assurance-garantie sont inscrites selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Cependant, compte tenu du mode de financement prévu dans la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés et des interventions gouvernementales, aucune provision n'est établie pour réclamations éventuelles de producteurs ou de l'organisme chargé d'appliquer un plan conjoint.

Dépôts au Fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec

Les dépôts à participation sont comptabilisés au coût d'acquisition.

Frais d'administration des fonds administrés par la Régie

Les frais d'administration de ces fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. Revenus de placements

	1990	1989
Fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec		
Dépôts à participation	172 593 \$	33 979 \$
Dépôt à vue	32 474	121 791
	<u>205 067 \$</u>	<u>155 770 \$</u>

4. Dépôts à participation

Les dépôts à participation au Fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec sont exprimés en unités et chaque unité confère à son détenteur une participation proportionnelle à l'avoir net et au revenu net du Fonds général. Les unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la Caisse, à la valeur de réalisation de l'avoir net du Fonds général à la fin de chaque mois.

	1990	1989
Nombre d'unités	2 360	1 945
Valeur de réalisation par unité	803,61 \$	827,97 \$
Coût d'acquisition des unités	1 954 307 \$	1 599 973 \$
Valeur de réalisation des unités	1 896 527 \$	1 610 406 \$

FONDS ADMINISTRÉS PAR LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC**NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)****31 mars 1990**

5. Fonds en fidéicommis

Le ministère des Finances détient en fidéicommis, pour le compte de la Régie, des obligations du gouvernement du Canada et d'entités para-gouvernementales inscrites au bilan à leur valeur nominale, soit 163 665 \$ déposées par un marchand de lait et 20 000 \$ déposées par deux marchands de grains, aux fins de garantir leur solvabilité.

6. Polices de garantie

Les polices de garantie émises par la Régie assurent la valeur représentant les trois plus fortes réceptions mensuelles de lait et de crème provenant des producteurs au cours de l'exercice précédent. Les polices en vigueur totalisaient 384 M\$ au 31 mars 1990 (365 M\$ au 31 mars 1989).

7. Événement postérieur à la date du bilan

La Loi sur la mise en marché de produits agricoles, alimentaires et de la pêche et modifiant d'autres dispositions législatives (1990, chapitre 13) entrée en vigueur le 12 septembre 1990, a constitué la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec qui remplace à compter de cette date, la Régie des marchés agricoles du Québec qui avait été constituée par la Loi sur la mise en marché des produits agricoles.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan des fonds administrés par la Régie des marchés agricoles du Québec au 31 mars 1990 ainsi que l'état des revenus et dépenses et du solde du Fonds d'assurance-garantie de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autre procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière des fonds administrés par la Régie au 31 mars 1990 ainsi que les résultats des opérations du Fonds d'assurance-garantie de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 27 juillet 1990 (le 14 septembre 1990 pour la note 7)

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS
(L.R.Q., c. A-13.2)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'exercice terminé le 31 mars 1990

	1990	1989
	(12 mois)	(4 mois)
REVENUS		
Contribution du gouvernement du Canada (note 3)	673 530 \$	1 318 520 \$
Contributions pénales	44 894	10 085
Suramendes compensatoires	180 924	
Dons	400	
	<u>899 748</u>	<u>1 328 605</u>
DÉPENSES		
Subventions:		
aux centres d'aide	277 000	40 000
à un organisme communautaire	118 318	
Contribution à un colloque	10 000	
	<u>405 318</u>	<u>40 000</u>
Traitements et avantages sociaux	209 087	60 656
Frais de formation	598	
Services professionnels	14 920	1 295
Frais de déplacement	10 545	1 782
Publicité	4 258	1 804
Téléphone	7 790	
Fournitures et approvisionnement	4 632	1 814
Abonnements	1 134	346
Mobilier et équipement	19 949	13 632
Aménagement des locaux	28 694	
Entretien et réparations	932	
Intérêts sur avance du gouvernement du Québec	19 296	604
Frais bancaires	500	
	<u>727 653</u>	<u>121 933</u>
REVENU NET	172 095	1 206 672
EXCÉDENT AU DÉBUT	1 206 272	
EXCÉDENT À LA FIN	<u><u>1 378 367 \$</u></u>	<u><u>1 206 672 \$</u></u>

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

BILAN
au 31 mars 1990

	1990	1989
ACTIF		
À COURT TERME		
Encaisse	60 008 \$	59 827 \$
Suramendes compensatoires à recevoir	142 861	
Contribution à recevoir du gouvernement du Canada	1 332 790	1 318 520
Frais payés d'avance	920	
	<u>1 536 579 \$</u>	<u>1 378 347 \$</u>
PASSIF		
À COURT TERME		
Créditeurs et frais courus	57 812 \$	21 675 \$
Avance du gouvernement du Québec (note 4)	100 000	150 000
	<u>157 812</u>	<u>171 675</u>
EXCÉDENT	<u>1 378 767</u>	<u>1 206 672</u>
	<u>1 536 579 \$</u>	<u>1 378 347 \$</u>

Christine Viens

Administrateur du Fonds d'aide
aux victimes d'actes criminels

Jacques Chamberland

Sous-ministre de la Justice

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1990

1. Constitution et objet

Le Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels constitué par la Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels (L.R.Q., chapitre A-13.2), a pour objet le financement des services d'aide aux victimes d'actes criminels.

Ce Fonds est administré par le ministre des Finances et le mode de gestion, de financement et d'opération du Fonds est fixé dans sa loi constitutive. Les dépenses du Fonds comprennent les frais du Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels du ministère de la Justice.

Les opérations du Fonds ont débuté le 1er décembre 1988.

2. Conventions comptables

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction, selon les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Opérations

Les contributions pénales sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité de caisse alors que les autres opérations du fonds sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Dépenses assumées par le gouvernement du Québec

Certaines dépenses de fonctionnement sont assumées par le gouvernement du Québec et ne sont pas présentées dans l'état des opérations et de l'excédent.

Mobilier et équipement

Les acquisitions de mobilier et d'équipement sont imputées aux opérations.

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations et de l'excédent.

Frais courus non inscrits

Les vacances annuelles et les congés de maladie courus au 31 mars ne sont pas comptabilisés.

3. Contribution du gouvernement du Canada

La contribution du gouvernement du Canada de l'exercice de quatre mois terminé le 31 mars 1989 comprend la contribution de l'exercice 1987-1988 et celle de l'exercice 1988-1989.

4. Avance du gouvernement du Québec

Échéant le 30 mars 1994, portant intérêt au taux préférentiel bancaire et remboursable au gré du ministre des Finances.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels du gouvernement du Québec au 31 mars 1990 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de ses opérations de l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 24 juillet 1990

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COLLÈGES
D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. C-29)
REVENUS ET DÉPENSES ET REVENUS ACCUMULÉS
de l'année financière terminée le 31 mars 1990

	1990	1989
REVENUS		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	10 102 446 \$	5 110 146 \$
Primes et escomptes sur achats et ventes de placements	36 983	1 502 928
	10 139 429	6 613 074
DÉPENSES		
Frais de garde	13 925	8 599
REVENU NET	10 125 504	6 604 475
REVENUS ACCUMULÉS AU DÉBUT	8 083 004	4 178 529
REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (principal et intérêts)	(14 531 577)	(2 700 000)
REVENUS ACCUMULÉS À LA FIN	3 676 931 \$	8 083 004 \$

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COLLÈGES
D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DU QUÉBEC

BILAN
au 31 mars 1990

	1990	1989
ACTIF		
Encaisse	887 474 \$	62 538 \$
Intérêts courus	2 029 180	989 031
Placements (note 3)	86 957 277	98 031 435
	<u>89 873 931 \$</u>	<u>99 083 004 \$</u>
SOLDE DU FONDS		
Capital:		
Solde au début	91 000 000 \$	36 655 000 \$
Contributions du gouvernement du Québec (note 4)	1 615 000	54 573 000
Remboursements du principal des obligations	(6 418 000)	(228 000)
	<u>86 197 000</u>	<u>91 000 000</u>
Solde à la fin	3 676 931	8 083 004
Revenus accumulés	<u>89 873 931 \$</u>	<u>99 083 004 \$</u>

Le sous-ministre des Finances,

Claude Séguin

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COLLÈGES
D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DU QUÉBEC**

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1990

1. Constitution et objet

Le Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec a été constitué en vertu de l'article 28.1 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29 et modifications).

Le Fonds a pour objet d'acquitter à même les montants déposés par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, le principal des obligations émises par un collège d'enseignement général et professionnel déterminé par le ministre et à même les produits ou revenus de ce Fonds, les emprunts (principal et intérêts) de tout collège d'enseignement général et professionnel du Québec.

Le ministre des Finances est chargé par la loi précitée de gérer le Fonds.

2. Conventions comptables

Les placements en obligations sont inscrits à leur valeur nominale. L'écart entre la valeur nominale et le coût d'acquisition ou le produit de disposition est porté aux revenus lors de l'acquisition ou la disposition des placements. Les placements à court terme sont comptabilisés au coût.

Les intérêts sur placements sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. Placements

	<u>1990</u>	<u>1989</u>
Obligations d'institutions d'enseignement et autres - à la valeur nominale	62 507 000 \$	55 794 000 \$
Placements à court terme - au coût	<u>24 450 277</u>	<u>42 237 435</u>
	<u>86 957 277 \$</u>	<u>98 031 435 \$</u>

Au 31 mars 1990, la valeur marchande des obligations est de 56 658 307 \$ (1989: 51 966 033 \$).

4. Contributions du gouvernement du Québec

Le gouvernement du Québec a versé par anticipation, au cours de l'année financière 1988-1989, une contribution de 28 231 000 \$.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'amortissement du gouvernement du Québec afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec au 31 mars 1990 ainsi que l'état des revenus et dépenses et des revenus accumulés de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 25 juillet 1990

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COMMISSIONS SCOLAIRES
(L.R.Q., c. 1-14)

REVENUS ET DÉPENSES ET REVENUS ACCUMULÉS
de l'année financière terminée le 31 mars 1990

	1990	1989
REVENUS		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	24 060 696 \$	16 761 406 \$
Primes et escomptes sur achats et ventes de placements	(194 710)	2 651 563
	<u>23 865 986</u>	<u>19 412 969</u>
DÉPENSES		
Pertes sur contrats à terme sur obligations	1 774 070	
Commissions sur contrats à terme sur obligations	17 532	
Frais de garde	28 094	22 498
	<u>1 819 696</u>	<u>22 498</u>
REVENU NET	22 046 290	19 390 471
REVENUS ACCUMULÉS AU DÉBUT	25 728 848	27 638 377
REMBOURSEMENT D'EMPRUNTS (principal et intérêts)	(47 228 849)	(21 300 000)
REVENUS ACCUMULÉS À LA FIN	<u>546 289 \$</u>	<u>25 728 848 \$</u>

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COMMISSIONS SCOLAIRES

BILAN
au 31 mars 1990

	1990	1989
ACTIF		
Encaisse	861 280 \$	9 655 \$
Dépôt sur contrats à terme sur obligations	399 200	
Intérêts courus	4 780 407	4 747 467
Placements (note 3)	188 437 842	238 133 949
	<u>194 478 729 \$</u>	<u>242 891 071 \$</u>
PASSIF		
Créditeurs	<u>103 740 \$</u>	<u>23 523 \$</u>
SOLDE DU FONDS		
Capital:		
Solde au début	217 138 700	118 648 000
Contributions du gouvernement du Québec (note 4)	2 348 000	122 131 700
Remboursements du principal des obligations	<u>(25 658 000)</u>	<u>(23 641 000)</u>
Solde à la fin	193 828 700	217 138 700
Revenus accumulés	<u>546 289</u>	<u>25 728 848</u>
	<u>194 374 989</u>	<u>242 867 548</u>
	<u>194 478 729 \$</u>	<u>242 891 071 \$</u>

ENGAGEMENT (note 5)

Le sous-ministre des Finances,

Claude Séguin

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COMMISSIONS SCOLAIRES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1990

1. Constitution et objet

Le Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires a été constitué en vertu de l'article 225 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q. chapitre I-14 et modifications).

Le Fonds a pour objet d'acquitter à même les montants déposés par le ministre de l'Éducation, le principal des obligations émises par une commission scolaire déterminée par le ministre et à même les produits ou revenus de ce Fonds, les emprunts (principal et intérêts) de toute commission scolaire.

Le ministre des Finances est chargé par la loi précitée de gérer ce Fonds.

2. Conventions comptables

Les placements en obligations sont inscrits à leur valeur nominale. L'écart entre la valeur nominale et le coût d'acquisition ou le produit de disposition est porté aux revenus lors de l'acquisition ou de la disposition des placements. Les placements à court terme sont comptabilisés au coût.

Les intérêts sur placements sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Le solde des montants payés ou encaissés par le Fonds suite aux fluctuations entre le coût initial d'un contrat à terme sur obligations et son coût au 31 mars est comptabilisé, à titre de dépôt à l'actif ou au passif, le cas échéant.

Lorsqu'il y a exécution d'un contrat à terme et livraison d'obligations, le solde des fluctuations du coût de ce contrat est imputé aux opérations comme prime ou escompte sur achats et ventes de placements. Lorsqu'il y a liquidation d'un contrat sans livraison d'obligations, ce solde est imputé comme gain ou perte sur contrats à terme sur obligations.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. Placements

	<u>1990</u>	<u>1989</u>
Obligations d'institutions d'enseignement et autres - à la valeur nominale	185 253 000 \$	160 447 000 \$
Obligations de municipalités - à la valeur nominale	1 236 000	
Placements à court terme - au coût	1 948 842	77 686 949
	<u>188 437 842 \$</u>	<u>238 133 949 \$</u>

Au 31 mars 1990, la valeur marchande des obligations est de 170 637 924 \$ (1989: 155 102 800 \$).

4. Contributions du gouvernement du Québec

Le gouvernement du Québec a versé par anticipation, au cours de l'année financière 1988-1989, une contribution de 64 995 700 \$.

5. Engagement

Au 31 mars 1990, le Fonds s'est engagé, en vertu de contrats à terme, à acheter en juin 1990 des obligations du gouvernement du Canada pour un montant de 14 000 000 \$.

Des bons du trésor du Québec échéant le 19 avril 1990 totalisant 600 000 \$ ont été donnés en garantie de l'exécution de ces contrats.

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COMMISSIONS SCOLAIRES

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'amortissement du gouvernement du Québec afférent à des emprunts de commissions scolaires au 31 mars 1990 ainsi que l'état des revenus et dépenses et des revenus accumulés de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 25 juillet 1990

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. I-17)

REVENUS ET DÉPENSES ET REVENUS ACCUMULÉS
de l'année financière terminée le 31 mars 1990

	1990	1989
REVENUS		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	1 361 122 \$	504 385 \$
Primes et escomptes sur achats et ventes de placements	295 469	41 354
	<u>1 656 591</u>	<u>545 739</u>
DÉPENSES		
Frais de garde	2 593	3 146
REVENU NET	<u>1 653 998</u>	<u>542 593</u>
REVENUS ACCUMULÉS AU DÉBUT	<u>2 823 988</u>	<u>2 281 395</u>
REVENUS ACCUMULÉS À LA FIN	<u><u>4 477 986 \$</u></u>	<u><u>2 823 988 \$</u></u>

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES DU QUÉBEC

BILAN

au 31 mars 1990

	1990	1989
ACTIF		
Encaisse	94 816 \$	33 796 \$
Intérêts courus	569 144	179 192
Placements (note 3)	19 648 026	8 879 000
	<u>20 311 986 \$</u>	<u>9 091 988 \$</u>
SOLDE DU FONDS		
Capital:		
Solde au début	6 268 000 \$	1 895 000 \$
Contribution du gouvernement du Québec	9 566 000	4 373 000
	<u>15 834 000</u>	<u>6 268 000</u>
Solde à la fin		
Revenus accumulés	4 477 986	2 823 988
	<u>20 311 986 \$</u>	<u>9 091 988 \$</u>

Le sous-ministre des Finances,

Claude Séguin

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1990**1. Constitution et objet**

Le Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec est constitué en vertu de l'article 6.1 de la Loi sur les investissements universitaires (L.R.Q., chapitre I-17 et modifications).

Le Fonds a pour objet d'acquitter à même les montants déposés par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, le principal des obligations émises par un établissement universitaire et à même les produits ou revenus de ce Fonds, les emprunts (principal et intérêts) de tout établissement universitaire.

Le ministre des Finances est chargé par la loi précitée de gérer ce Fonds.

2. Conventions comptables

Les placements en obligations sont inscrits à leur valeur nominale. L'écart entre la valeur nominale et le coût d'acquisition ou le produit de disposition est porté aux revenus lors de l'acquisition ou de la disposition des placements. Les placements à court terme sont comptabilisés au coût.

Les intérêts sur placements sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. Placements

	1990	1989
Obligations d'institutions d'enseignement et autres - à la valeur nominale	17 719 000 \$	4 099 000 \$
Obligations de municipalités - à la valeur nominale	270 000	380 000
Placements à court terme - au coût	1 659 026	4 400 000
	<u>19 648 026 \$</u>	<u>8 879 000 \$</u>

Au 31 mars 1990, la valeur marchande des obligations est de 16 342 403 \$ (1989: 4 288 715 \$).

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'amortissement du gouvernement du Québec afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec au 31 mars 1990 ainsi que l'état des revenus et dépenses et des revenus accumulés de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 25 juillet 1990

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ORGANISMES DE SANTÉ
ET DE SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC**
(L.R.Q., c. S-5)
REVENUS ET DÉPENSES ET REVENUS ACCUMULÉS
de l'année financière terminée le 31 mars 1990

	1990	1989
REVENUS		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	10 232 876 \$	5 927 755 \$
Primes et escomptes sur achats et ventes de placements	865 068	477 585
	<u>11 097 944</u>	<u>6 405 340</u>
DÉPENSES		
Pertes sur contrats à terme sur obligations	1 455 740	
Commissions sur contrats à terme sur obligations	14 550	
Frais de garde	13 225	10 450
	<u>1 483 515</u>	<u>10 450</u>
REVENU NET	9 614 429	6 394 890
REVENUS ACCUMULÉS AU DÉBUT	1 264 133	672 188
Remboursements d'emprunts (principal et intérêts)	(9 793 282)	(5 802 945)
REVENUS ACCUMULÉS À LA FIN	<u>1 085 280 \$</u>	<u>1 264 133 \$</u>

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ORGANISMES DE SANTÉ
ET DE SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC

BILAN
au 31 mars 1990

	1990	1989
ACTIF		
Encaisse		8 324 \$
Dépôt sur contrats à terme sur obligations	172 540 \$	
Intérêts courus	1 855 240	1 149 224
Placements (note 3)	114 418 487	78 512 185
	<u>116 446 267 \$</u>	<u>79 669 733 \$</u>
PASSIF		
Chèques en circulation moins encaisse	4 621 \$	
Créditeurs	366	12 600 \$
	<u>4 987</u>	<u>12 600</u>
SOLDE DU FONDS		
Capital:		
Solde au début	78 393 000	42 571 000
Contributions du gouvernement du Québec	50 058 000	35 852 000
Remboursements du principal des obligations	(13 095 000)	(30 000)
Solde à la fin	<u>115 356 000</u>	<u>78 393 000</u>
Revenus accumulés	1 085 280	1 264 133
	<u>116 441 280</u>	<u>79 657 133</u>
	<u>116 446 267 \$</u>	<u>79 669 733 \$</u>

ENGAGEMENT (note 4)

Le sous-ministre des Finances,

Claude Séguin

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ORGANISMES DE SANTÉ
ET DE SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC**
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1990
1. Constitution et objet

Le Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec a été constitué en vertu de l'article 178.0.2 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q. chapitre S-5 et modifications).

Le Fonds a pour objet d'acquitter à même les montants déposés par le ministre de la Santé et des Services sociaux, le principal des obligations émises par un conseil régional, un établissement public ou la Corporation d'hébergement du Québec et à même les produits ou revenus de ce Fonds, les emprunts (principal et intérêts) de tout conseil régional ou établissement public ou de la Corporation d'hébergement du Québec.

Le ministre des Finances est chargé par la loi précitée de gérer le Fonds.

2. Conventions comptables

Les placements en obligations sont inscrits à leur valeur nominale. L'écart entre la valeur nominale et le coût d'acquisition ou le produit de disposition est porté aux revenus lors de l'acquisition ou de la disposition des placements. Les placements à court terme sont comptabilisés au coût.

Les intérêts sur placements sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Le solde des montants payés ou encaissés par le Fonds suite aux fluctuations entre le coût initial d'un contrat à terme sur obligations et son coût au 31 mars est comptabilisé, à titre de dépôt à l'actif ou au passif, le cas échéant.

Lorsqu'il y a exécution d'un contrat à terme et livraison d'obligations, le solde des fluctuations du coût de ce contrat est imputé aux opérations comme prime ou escompte sur achats et ventes de placements. Lorsqu'il y a liquidation d'un contrat sans livraison d'obligations, ce solde est imputé comme gain ou perte sur contrats à terme sur obligations.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. Placements

	1990	1989
Obligations d'établissements de santé et de services sociaux du Québec et autres - à la valeur nominale	90 105 000 \$	51 576 000 \$
Placements à court terme - au coût	24 313 487	26 936 185
	<u>114 418 487 \$</u>	<u>78 512 185 \$</u>

Au 31 mars 1990, la valeur marchande des obligations est de 83 147 334 \$ (1989: 49 058 000 \$).

4. Engagement

Au 31 mars 1990, le Fonds s'est engagé, en vertu de contrats à terme, à acheter en juin 1990 des obligations du gouvernement du Canada pour un montant de 6 100 000 \$.

Des bons du trésor du Québec échéant le 19 avril 1990 totalisant 1 000 000 \$ ont été donnés en garantie de l'exécution de ces contrats.

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ORGANISMES DE SANTÉ
ET DE SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC**

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'amortissement du gouvernement du Québec afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec au 31 mars 1990 ainsi que l'état des revenus et dépenses et des revenus accumulés de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 25 juillet 1990

FONDS DE LA FORMATION À DISTANCE
(L.Q., 1988, c. 59)

OPÉRATIONS ET DÉFICIT
de l'année financière terminée le 31 mars 1990

REVENUS

Inscriptions aux cours	1 045 426 \$
Ventes de matériel didactique	1 595 516
Autres	386 296
	<hr/>
	3 027 238
	<hr/>

COÛT DES MARCHANDISES VENDUES

Stocks au 1er avril 1989 acquis du Ministère de l'Éducation	1 438 382
Achats de matériel didactique	1 160 344
Stocks au 31 mars 1990	(1 320 154)
	<hr/>
	1 278 572
	<hr/>
REVENU BRUT	1 748 666
	<hr/>

FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION

Traitements et avantages sociaux	2 752 384
Services de transport et communications	907 357
Services professionnels et administratifs	1 942 892
Loyer	443 004
Location d'équipement	23 328
Entretien et réparations	32 711
Fournitures	129 127
Acquisitions d'immobilisations	56 577
Intérêts	17 139
Amortissement des immobilisations	162 335
Mauvaises créances	18 972
	<hr/>
	6 485 826
	<hr/>
PERTE AVANT SUBVENTION	4 737 160
	<hr/>
SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	4 324 107
	<hr/>
PERTE NETTE ET DÉFICIT AU 31 MARS 1990	413 053 \$
	<hr/>

FONDS DE LA FORMATION À DISTANCE

BILAN
au 31 mars 1990

	Bilan au 31 mars 1990	Bilan d'ouverture au 1er avril 1989
ACTIF		
À COURT TERME		
Encaisse	399 232 \$	
Débiteurs	341 026	
Subvention à recevoir du gouvernement du Québec	300 000	
Frais payés d'avance	20 000	
Stocks de matériel didactique	1 320 154	1 438 382 \$
	<u>2 380 412</u>	<u>1 438 382</u>
IMMOBILISATIONS (note 3)	686 048	753 385
FRAIS REPORTÉS -- AU COÛT	361 510	
	<u>3 427 970 \$</u>	<u>2 191 767 \$</u>
PASSIF		
À COURT TERME		
Créditeurs et frais courus	1 299 470 \$	
Obligations découlant d'un contrat location-acquisition (note 4)	23 510	
	<u>1 322 980</u>	
Obligations découlant d'un contrat location-acquisition (note 4)	26 276	
DÔ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU (note 5)	2 491 767	2 191 767 \$
	<u>3 841 023</u>	<u>2 191 767</u>
DÉFICIT	413 053	
	<u>3 427 970 \$</u>	<u>2 191 767 \$</u>

Ovila Gaudreault

Administrateur du Fonds de la formation à distance

Thomas J. Boudreau

Sous-ministre de l'Éducation

FONDS DE LA FORMATION À DISTANCE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1990

1. Constitution et objet

Le Fonds de la formation à distance, fonds spécial constitué par la Loi modifiant la loi sur le ministère de l'Éducation (Loi du Québec, 1988, chapitre 59), sanctionnée et entrée en vigueur le 23 décembre 1988, a pour objet le financement de biens et services reliés à la formation à distance. Le ministre de l'Éducation peut fournir, dans les domaines de sa compétence et moyennant considération, à toute personne ou organisme, des services reliés à la formation à distance et, à la demande d'un autre ministre, dans les domaines de compétence de ce dernier et moyennant considération, les mêmes services à toute personne ou organisme.

Ce Fonds est administré par le ministère de l'Éducation. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive. Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le gouvernement.

Les opérations du Fonds ont débuté le 1er avril 1989. Ce Fonds succède à la Direction des cours par correspondance et formation à distance du ministère de l'Éducation dont les opérations ont cessé le 31 mars 1989. À cette date, l'actif et le passif et toutes les ententes et responsabilités de la Direction des cours par correspondance et formation à distance ainsi que toutes les transactions conclues entre cette Direction, ses clients et ses fournisseurs ont été transférés par le gouvernement du Québec au Fonds de la formation à distance.

2. Conventions comptables

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Stock de matériel didactique

Le stock cédé au Fonds lors de sa constitution est inscrit à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec.

Le stock est évalué au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette. Le coût est établi selon la méthode du coût moyen.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les acquisitions d'immobilisations dont le coût unitaire est de moins de 1 000 \$ sont imputées aux opérations alors que celles dont le coût unitaire dépasse 1 000 \$ sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

	<u>Taux</u>
Équipement de bureautique et d'informatique	20%
Mobilier et équipement de bureau	20%
Logiciels	33 1/3%

Frais reportés

Les frais reportés représentent les frais de développement du cours "Français sans fautes" et seront amortis à compter du 1er avril 1990 selon la méthode de l'amortissement linéaire au taux de 33 1/3%.

Contrat de location-acquisition

Lorsqu'au terme d'un bail, pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété du bien loué sont à l'avantage ou à la charge du Fonds, le coût du bien loué ainsi que la valeur actuelle de l'obligation en découlant sont comptabilisés comme s'il s'agissait d'une acquisition d'actif et d'un emprunt. Les biens faisant ainsi l'objet d'un contrat de location-acquisition sont amortis selon la même manière que les autres immobilisations.

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations et du déficit.

Frais courus non inscrits

Les vacances annuelles et les congés de maladie courus au 31 mars ne sont pas comptabilisés.

FONDS DE LA FORMATION À DISTANCE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

31 mars 1990

3. Immobilisations

	31 mars 1990			1 ^{er} avril 1989
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement accumulé	Net	Net
Équipement de bureautique et d'informatique	396 101 \$	74 587 \$	321 514 \$	369 250 \$
Mobilier et équipement de bureau	360 787	71 578	289 209	30 000
Logiciels	30 325	10 053	20 272	354 135
	787 213	156 218	630 995	753 385
Équipement informatique détenu en vertu d'un contrat de location-acquisition	61 170	6 117	55 053	
	848 383 \$	162 335 \$	686 048 \$	753 385 \$

4. Obligations découlant d'un contrat de location-acquisition

Les paiements minimums exigibles sur les obligations découlant d'un contrat de location-acquisition s'établissent comme suit:

1991	23 510 \$
1992	23 510
1993	13 714
Total des paiements minimums exigibles	60 734
Montant représentant les intérêts au taux de 15,50%	(10 948)
	49 786
Versements échéant en deçà d'un an	23 510
	26 276 \$

5. Dû au Fonds consolidé du revenu

	31 mars 1990	1 ^{er} avril 1989
Solde dû suite au transfert de l'actif net de la Direction des cours par correspondance et formation à distance du ministère de l'Éducation, sans intérêt durant les douzes premiers mois d'opération du Fonds et dont les modalités de paiement ne sont pas encore déterminées par le Gouvernement	2 191 767 \$	2 191 767 \$
Avance consentie à titre de fonds de roulement échéant le 31 mars 1999, remboursable par anticipation et portant intérêt au taux préférentiel bancaire	300 000	
	2 491 767 \$	2 191 767 \$

FONDS DE LA FORMATION À DISTANCE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan d'ouverture au 1er avril 1989 et le bilan au 31 mars 1990 du Fonds de la formation à distance du gouvernement du Québec ainsi que l'état des opérations et du déficit de l'année financière terminée le 31 mars 1990. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances à l'exception de ce qui est mentionné dans le paragraphe ci-dessous.

Ma vérification du stock de matériel didactique évalué à 1 320 154 \$ au 31 mars 1990 m'a permis de constater des lacunes importantes lors de l'inventaire physique et je n'ai pas été en mesure de vérifier adéquatement la quantité et la valeur des articles. Puisque cet actif est l'un des éléments qui servent à établir la situation financière et les résultats des opérations, je n'ai pu déterminer si certains redressements portant sur ce stock et le déficit paraissant au bilan ainsi que sur le coût des marchandises vendues et la perte nette de l'exercice paraissant à l'état des opérations et du déficit, auraient été nécessaires.

À mon avis, à l'exception de l'effet des éventuels redressements dont il est question au paragraphe précédent, que j'aurais pu juger nécessaires si j'avais été en mesure de vérifier adéquatement le stock de matériel didactique au 31 mars 1990, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds au 1er avril 1989 et au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée le 31 mars 1990, selon les conventions comptables énoncées à la note 2.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 31 août 1990

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS
(L.R.Q., c. R-3.1)

OPÉRATIONS ET DÉFICIT
de l'année financière terminée le 31 mars 1990

	1990	1989
REVENUS		
Droits, permis et ventes diverses (note 3)	4 830 770 \$	4 734 820 \$
Intérêts sur dépôts bancaires	156 108	206 542
	<u>4 986 878</u>	<u>4 941 362</u>
DÉPENSES		
Traitements et avantages sociaux (note 4)	3 655 378	3 284 011
Honoraires professionnels	5 784 193	5 695 384
Voyages, messagerie et publicité	139 761	126 110
Entretien et réparations	129 605	136 751
Locations d'équipement et de matériel roulant	26 873	25 894
Fournitures et approvisionnement	296 208	239 986
Intérêts sur avances du gouvernement du Québec	128 655	20 179
Amortissement de l'équipement	161 740	148 857
	<u>10 322 413</u>	<u>9 677 172</u>
EXCÉDENT DES DÉPENSES SUR LES REVENUS	<u>5 335 535</u>	<u>4 735 810</u>
Subvention du gouvernement du Québec	2 702 400	2 855 400
EXCÉDENT DES DÉPENSES SUR LES REVENUS ET LA SUBVENTION	<u>2 633 135</u>	<u>1 880 410</u>
EXCÉDENT AU DÉBUT	<u>332 578</u>	<u>2 212 988</u>
(DÉFICIT) EXCÉDENT À LA FIN	<u>(2 300 557)\$</u>	<u>332 578 \$</u>

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS

BILAN
au 31 mars 1989

	1990	1989
ACTIF		
Encaisse	302 050 \$	992 296 \$
Débiteurs		
Ministère et organismes du gouvernement du Québec		145 556
Autres	6 627	9 624
	<u>308 677</u>	<u>1 147 476</u>
Équipement	808 700	744 285
Moins: Amortissement accumulé	<u>598 820</u>	<u>437 080</u>
	<u>209 880</u>	<u>307 205</u>
	<u>518 557 \$</u>	<u>1 454 681 \$</u>
PASSIF		
Créditeurs		
Ministère et organismes du gouvernement du Québec	244 426 \$	
Autres	874 688	1 122 103 \$
Avances du gouvernement du Québec (note 5)	<u>1 700 000</u>	
	<u>2 819 114</u>	<u>1 122 103</u>
(DÉFICIT) EXCÉDENT	<u>(2 300 557)</u>	<u>332 578</u>
	<u>518 557 \$</u>	<u>1 454 681 \$</u>
ENGAGEMENTS (note 6)		
Pierre Leblanc		
Administrateur du Fonds de la réforme du cadastre québécois		
Guy Morneau		
Sous-Ministre associé -- secteur terres		

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1990

1. Constitution et objet

Le Fonds de la réforme du cadastre québécois, institué par la Loi favorisant la réforme du cadastre québécois (L.R.Q., chapitre R-3.1), est chargé d'effectuer la réforme du cadastre québécois et, notamment, de procéder à la rénovation cadastrale du territoire et d'assurer la mise à jour régulière des plans cadastraux.

Ce Fonds est administré par le ministère des Finances mais la comptabilité en est tenue au ministère de l'Énergie et des Ressources. Le mode de gestion, de financement et d'opération est prévu dans sa loi constitutive.

2. Conventions comptables

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction, selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Équipement

Les acquisitions d'équipement de 1 000 \$ et plus, sur la base d'une unité distincte, sont inscrites au coût et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq ans.

Honoraires professionnels

Les honoraires professionnels comprennent les comptes payés dans les 60 jours suivant le 31 mars pour des services rendus avant cette date.

Dépenses assumées par le gouvernement du Québec

Les frais de communications téléphoniques et de location d'espaces, défrayés à même les crédits de différents ministères du gouvernement, ne sont pas présentés dans l'état des opérations et du déficit.

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations et du déficit.

Frais courus non inscrits

Les vacances annuelles et les congés de maladie courus au 31 mars ne sont pas comptabilisés.

3. Droits, permis et ventes diverses

	1990	1989
Droits et permis perçus par les régistrateurs du ministère de la Justice	3 871 479 \$	3 719 000 \$
Ventes d'enregistrements cadastraux et services rendus	959 291	1 015 820
	<u>4 830 770 \$</u>	<u>4 734 820 \$</u>

4. Traitements et avantages sociaux

Les traitements et avantages sociaux de l'année financière terminée le 31 mars 1990 au montant de 3 655 378 \$ comprend 218 214 \$ facturés par le gouvernement du Québec pour des services rendus au Fonds avant le 31 mars 1989.

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS**NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)**
31 mars 1990

5. Avances du gouvernement du Québec

Ces avances au 31 mars 1990 portent intérêt au taux moyen des obligations de la province de Québec et viennent à échéance en 1995.

6. Engagements

Au 31 mars 1990, le Fonds est engagé pour un montant approximatif de 1 985 000 \$, en vertu de contrats de services professionnels relatifs à la réforme du cadastre québécois.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds de la réforme du cadastre québécois du gouvernement du Québec au 31 mars 1990 ainsi que l'état des opérations et du déficit de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 28 août 1990

FONDS D'ENTRETIEN ET DE RÉPARATION DES MACHINES DE BUREAU
(L.R.Q., c. M-23.01)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT

de l'exercice de six mois terminé le 31 mars 1990

REVENUS	648 966 \$
COÛT DES PIÈCES UTILISÉES	
Stock au 30 septembre 1989 acquis du	
Fonds renouvelable (note 4)	343 197
Achats de pièces	305 927
	649 124
Stock au 31 mars 1990	355 022
	294 102
REVENU BRUT	354 864
REVENUS D'INTÉRÊTS	22 468
	377 332
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION	
Traitements et avantages sociaux	361 338
Honoraires professionnels	2 866
Services de transport	7 791
Entretien et réparation de véhicules	3 556
Fournitures et approvisionnements	6 968
Communications	5 719
Loyer	30 807
Frais de formation	6 238
Intérêts et frais bancaires	7 723
Amortissement des immobilisations	5 671
	438 677
PERTE AVANT SUBVENTION	61 345
Subvention du gouvernement du Québec	81 200
REVENU NET ET EXCÉDENT AU 31 MARS 1990	19 855 \$

FONDS D'ENTRETIEN ET DE RÉPARATION DES MACHINES DE BUREAU

BILAN

au 31 mars 1990

ACTIF

À COURT TERME

Débiteurs -- Ministères et organismes	228 725 \$
Subvention à recevoir du gouvernement du Québec	11 200
Intérêts courus	316
Stocks	355 022

595 263

IMMOBILISATIONS (note 3)

23 125

618 388 \$

PASSIF

À COURT TERME

Chèques en circulation moins encaisse	21 695 \$
Créditeurs et frais courus	115 008
Revenus reportés	24 178

160 881

DÔ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU (note 4)

437 652

EXCÉDENT

19 855

618 388 \$

Jean-Claude Careau

Administrateur du Fonds d'entretien et de
réparation des machines de bureau

J.N. Privé

Sous-ministre des Approvisionnements et Services (par intérim)

FONDS D'ENTRETIEN ET DE RÉPARATION DES MACHINES DE BUREAU

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1990

1. Constitution et objet

Le Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services (L.R.Q., chapitre M-23.01), a pour objet de rendre des services d'entretien et de réparation de machines de bureau ainsi que des services connexes à des ministères, des organismes publics ou autres définis par le gouvernement.

Ce Fonds est administré par le ministère des Approvisionnements et Services. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les opérations du Fonds ont débuté le 1er octobre 1989. Ce fonds succède au Fonds renouvelable pour l'entretien des machines de bureau dont les opérations ont cessé le 30 septembre 1989. À cette date, l'actif et le passif et toutes les ententes et responsabilités du Fonds renouvelable pour l'entretien des machines de bureau ainsi que toutes les transactions conclues entre ce Fonds renouvelable, ses clients et ses fournisseurs ont été transférés par le gouvernement du Québec au Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau.

2. Conventions comptables

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette. Le coût est établi selon la méthode du coût moyen.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations dont le coût unitaire est de 1 000 \$ et plus sont inscrites au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

	Taux
Équipement de mesure électronique	20 %
Équipement informatique	33 1/3 %
Véhicules	20 %

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations et de l'excédent.

Frais courus non inscrits

Les vacances annuelles et les congés de maladie courus au 31 mars ne sont pas comptabilisés.

3. Immobilisations

	Coût ou valeur attribuée	Amortissement accumulé	Net
Équipement de mesure électronique	3 646 \$	428 \$	3 218 \$
Véhicules	25 150	5 243	19 907
	<u>28 796 \$</u>	<u>5 671 \$</u>	<u>23 125 \$</u>

FONDS D'ENTRETIEN ET DE RÉPARATION DES MACHINES DE BUREAU

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1990

4. Dû au Fonds consolidé du revenu

Avances, portant intérêt au taux préférentiel bancaire et échéant en 1999	402 500 \$
Solde dû suite au transfert de l'actif net du Fonds renouvelable pour l'entretien des machines de bureau, sans intérêt durant les douze premiers mois d'opération du Fonds et sans modalité de remboursement	35 152
	<u>437 652 \$</u>

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau du gouvernement du Québec au 31 mars 1990 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'exercice de six mois terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de ses opérations de l'exercice de six mois terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 11 juin 1990

FONDS DE REPROGRAPHIE GOUVERNEMENTALE
(L.R.Q., c. M-23.01)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'exercice de six mois terminé le 31 mars 1990

REVENUS	3 552 995 \$
COÛT DU MATÉRIEL UTILISÉ	
Stocks au 30 septembre 1989 acquis du Fonds renouvelable de la reprographie	288 907
Achats	705 113
	994 020
Stocks au 31 mars 1990	290 448
	703 572
REVENU BRUT	2 849 423
GAINS SUR ALIÉNATIONS D'IMMOBILISATIONS	14 192
	2 863 615
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION	
Traitements et avantages sociaux	1 584 013
Services de transport et de communications	45 363
Services professionnels, administratifs et autres	6 045
Entretien d'équipement	701 084
Loyer	310 166
Location d'équipement	193 310
Fournitures et approvisionnements	28 120
Intérêts et frais bancaires	21 556
Amortissement des immobilisations	81 811
Frais de formation	3 498
	2 974 966
PERTE AVANT SUBVENTION	111 351
Subvention du gouvernement du Québec	342 700
REVENU NET ET EXCÉDENT AU 31 MARS 1990	231 349 \$

FONDS DE REPROGRAPHIE GOUVERNEMENTALE

BILAN
au 31 mars 1990

	Bilan au 31 mars 1990	Bilan d'ouverture au 1er octobre 1989
ACTIF		
À COURT TERME		
Encaisse		3 893 001 \$
Débiteurs	1 731 497 \$	2 162 486
Subvention à recevoir du gouvernement du Québec	58 700	
Frais payés d'avance	3 650	
Stocks	290 448	288 907
	2 084 295	6 344 394
IMMOBILISATIONS (note 3)	553 793	494 612
	<u>2 638 088 \$</u>	<u>6 839 006 \$</u>
PASSIF		
À COURT TERME		
Chèques en circulation moins encaisse	7 300 \$	
Créditeurs et frais courus	1 236 771	535 636 \$
Versements sur la dette à long terme (note 4)	13 760	12 036
	1 257 831	547 672
DETTE À LONG TERME (note 4)	4 908	11 964
DÔ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU		4 779 370
AVANCE DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU (note 5)	1 144 000	1 500 000
	2 406 739	6 839 006
EXCÉDENT	231 349	
	<u>2 638 088 \$</u>	<u>6 839 006 \$</u>

Jean-Claude Careau

Administrateur du Fonds de reprographie gouvernementale

Clermont Gignac

Sous-ministre des Approvisionnements et Services

FONDS DE REPROGRAPHIE GOUVERNEMENTALE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1990

1. Constitution et objet

Le Fonds de reprographie gouvernementale, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Approvisionnement et Services (L.R.Q., chapitre M-23.01), a pour objet de défrayer les coûts relatifs aux travaux de reprographie effectués dans les ateliers du ministère des Approvisionnement et Services pour le compte des ministères et organismes du Gouvernement. Les recettes provenant de la vente de ces travaux sont versées au Fonds et réutilisées aux mêmes fins.

Ce Fonds est administré par le ministère des Approvisionnement et Services. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les opérations du Fonds ont débuté le 1er octobre 1989. Ce Fonds succède au Fonds renouvelable de la reprographie dont les opérations ont cessé le 30 septembre 1989. À cette date, l'actif et le passif et toutes les ententes et responsabilités du Fonds renouvelable de la reprographie ainsi que toutes les transactions conclues entre ce Fonds renouvelable, ses clients et ses fournisseurs ont été transférés par le gouvernement du Québec au Fonds de reprographie gouvernementale.

2. Conventions comptables

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Stocks

Les stocks sont évalués à la valeur de remplacement.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations dont le coût unitaire est de 1 000 \$ et plus sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

	Taux
Équipement de transformation	20 % et 10 %
Équipement de bureau	33 1/3 %
Véhicules	33 1/3 %
Améliorations locatives	20 %

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations et de l'excédent.

Frais courus non inscrits

Les vacances annuelles et les congés de maladie courus au 31 mars ne sont pas comptabilisés.

3. Immobilisations

	31 mars 1990			1er octobre 1989
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement accumulé	Net	Valeur attribuée
Équipement de transformation	501 774 \$	58 096 \$	443 678 \$	409 476 \$
Équipement de bureau	55 280	11 340	43 940	55 280
Véhicules	11 087	2 955	8 132	11 087
Améliorations locatives	67 463	9 420	58 043	18 769
	<u>635 604 \$</u>	<u>81 811 \$</u>	<u>553 793 \$</u>	<u>494 612 \$</u>

FONDS DE REPROGRAPHIE GOUVERNEMENTALE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1990

4. Dette à long terme

	31 mars 1990	1er octobre 1989
Effets à payer, garantis par des équipements de transformation, 10,25%, échéant en juillet 1991, remboursables par versements mensuels en capital et intérêts de 1 253 \$	18 668 \$	24 000 \$
Versements échéant en deçà d'un an	13 760	12 036
	<u>4 908 \$</u>	<u>11 964 \$</u>

5. Avance du Fonds consolidé du revenu

	31 mars 1990	1er octobre 1989
Avance, portant intérêt au taux préférentiel bancaire échéant en 1999	1 144 000 \$	
Avances sans intérêt		1 500 000 \$
	<u>1 144 000 \$</u>	<u>1 500 000 \$</u>

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan d'ouverture au 1er octobre 1989 et le bilan au 31 mars 1990 du Fonds de reprographie gouvernementale du gouvernement du Québec ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'exercice de six mois terminé le 31 mars 1990. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds au 1er octobre 1989 et au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de ses opérations de l'exercice de six mois terminé le 31 mars 1990 selon les conventions comptables énoncées à la note 2.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 10 août 1990

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES
(L.R.Q., c. A-10)
CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS
REVENUS ET DÉPENSES ET REVENUS ACCUMULÉS
de l'année financière terminée le 31 mars 1990

	1990			1989
	Détaillants	Grossistes	Total	Total
Revenus d'intérêts	353 025 \$	345 754 \$	698 779 \$	501 987 \$
Réclamations et frais de fiducie	154 594	15 783	170 377	257 455
Frais d'administration -- gouvernement du Québec	18 816	13 137	31 953	30 431
	173 410	28 920	202 330	287 886
Revenut net	179 615	316 834	496 449	214 101
Revenus accumulés au début	605 167	806 625	1 411 792	1 197 691
Revenus accumulés à la fin	784 782 \$	1 123 459 \$	1 908 241 \$	1 411 792 \$

CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS
REVENUS ET SOLDE DES INTÉRÊTS À VERSER AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU
de l'année financière terminée le 31 mars 1990

	1990	1989
Revenus d'intérêts	11 404 \$	14 715 \$
Solde des intérêts à verser au Fonds consolidé du revenu:		
Solde au début	14 715	23 651
	26 119	38 366
Remise	14 715	23 651
Solde à la fin	11 404 \$	14 715 \$

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES

BILAN

au 31 mars 1990

	1990	1989
ACTIF		
CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS		
Encaisse	69 343 \$	24 862 \$
Dépôts à court terme -- au coût	50 000	100 000
Intérêts courus	1 151	1 284
Obligations et bons du trésor reçus en dépôt (valeur de réalisation: 716 449 \$; 1989: 472 384 \$)	740 250	481 000
	<u>860 744 \$</u>	<u>607 146 \$</u>
CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS		
Encaisse	102 291 \$	133 275 \$
Dépôts à court terme -- au coût	6 100 000	5 100 000
Intérêts courus	69 918	54 618
	<u>6 272 209 \$</u>	<u>5 287 893 \$</u>
PASSIF		
CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS		
Cautionnements individuels des agents de voyages (note 3)	849 340 \$	592 431 \$
Solde des intérêts à verser au Fonds consolidé du revenu	11 404	14 715
	<u>860 744 \$</u>	<u>607 146 \$</u>
CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS		
Réclamations et frais de fiducie à payer	124 021 \$	44 632 \$
AVOIR DU FONDS DES CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS DES AGENTS DE VOYAGES:		
Contributions de base (note 4)	4 239 947	3 831 469
Revenus accumulés	1 908 241	1 411 792
	<u>6 148 188</u>	<u>5 243 261</u>
	<u>6 272 209 \$</u>	<u>5 287 893 \$</u>

ÉVENTUALITÉS (note 5)

Le Président de l'Office de la
protection du consommateur,

Gilles Moreau

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1990

1. Composition des fonds et modalités d'opération

Les fonds des cautionnements individuels et collectifs des agents de voyages sont composés de cautionnements déterminés par règlement du gouvernement en vertu de la Loi sur les agents de voyages (L.R.Q., chapitre A-10) et sont administrés par le président de l'Office de la protection du consommateur. Ces cautionnements ont pour objet de garantir notamment l'observance de cette loi et de son règlement.

Les revenus d'intérêts provenant des espèces déposées à titre de cautionnements individuels sont versés au Fonds consolidé du revenu. Les coupons d'intérêts attachés aux obligations reçues en dépôt demeurent la propriété de leur déposant et leur sont remis sur demande.

2. Conventions comptables

Revenus et dépenses des fonds

Les revenus d'intérêts, les réclamations et les frais de fiducie sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Cautionnements

Les cautionnements individuels et les contributions au fonds des cautionnements collectifs sont comptabilisés au fur et à mesure de leur encaissement.

Obligations et bons du trésor reçus en dépôt

Les obligations et bons du trésor reçus en dépôt à titre de cautionnements individuels sont montrés à leur valeur nominale.

Frais d'administration

Les frais d'administration autres que ceux relatifs aux opérations de placement, de perception et de déboursement ainsi que de comptabilisation des transactions sont assumés par le gouvernement du Québec et ne sont pas imputés aux fonds des cautionnements des agents de voyages.

3. Cautionnements individuels des agents de voyages

	1990	1989
Solde au début	592 431 \$	596 471 \$
Dépôts de cautionnements	466 755	102 960
	<u>1 059 186</u>	<u>699 431</u>
Réclamations	67 446	
Remises de cautionnements	92 400	42 000
Cautionnements remis et remplacés par des polices individuelles de garantie	50 000	65 000
	<u>209 846</u>	<u>107 000</u>
Solde à la fin	<u>849 340 \$</u>	<u>592 431 \$</u>

Les cautionnements fournis par les agents de voyages sous forme de polices individuelles de garantie sont estimés à 18 080 000 \$ au 31 mars 1990 (17 558 000 \$ au 31 mars 1989). Cette estimation exclut les polices de garantie des agences ayant cessé leurs opérations depuis moins de deux ans et contre lesquelles des réclamations peuvent encore être effectuées.

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

31 mars 1990

4. Contributions de base -- cautionnements collectifs

Détaillants

	1990	1989
Solde au début	2 039 489 \$	1 814 489 \$
Contributions reçues	296 500	277 250
	2 335 989	2 091 739
Contributions remboursées	80 871	52 250
Solde à la fin	2 255 118	2 039 489

Grossistes

Solde au début	1 791 980	1 664 480
Contributions reçues	250 000	175 000
	2 041 980	1 839 480
Contributions remboursées	57 151	47 500
Solde à la fin	1 984 829	1 791 980
Solde à la fin -- détaillants et grossistes	4 239 947 \$	3 831 469 \$

5. Éventualités

Des poursuites totalisant environ 155 500 \$ ont été intentées contre le procureur général du Québec en rapport avec le ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur et l'Office de la Protection du consommateur par des créanciers d'agences de voyage. Les requérants demandent d'être indemnisés en vertu des cautionnements individuels et collectifs prévus à la Loi sur les agents de voyage et à ses règlements. Une de ces causes a fait l'objet d'un jugement en faveur du créancier par la Cour supérieure mais le procureur général du Québec a fait appel de ce jugement.

En rapport avec cette perte éventuelle, tout paiement par le Fonds des cautionnements des agents de voyages, le cas échéant, sera imputé aux opérations de l'exercice alors en cours.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan au 31 mars 1990 des fonds des cautionnements des agents de voyages ainsi que l'état des revenus et du solde des intérêts à verser au Fonds consolidé du revenu du Fonds des cautionnements individuels et l'état des revenus et dépenses et des revenus accumulés du Fonds des cautionnements collectifs de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de ces fonds au 31 mars 1990 ainsi que leurs opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 13 juin 1990

FONDS DES FOURNITURES ET DE L'AMEUBLEMENT
(L.R.Q., c. M-23.01)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'exercice de six mois terminé le 31 mars 1990

VENTES	9 853 671 \$
COÛT DES MARCHANDISES VENDUES	
Stocks au 1er octobre 1989 acquis du Fonds renouvelable des fournitures et de l'ameublement	2 501 503
Achats	8 881 541
	11 383 044
Stocks au 31 mars 1990	3 166 789
	8 216 255
REVENU BRUT	1 637 416
AUTRES REVENUS	
Escomptes au comptant sur achats	116 557
Divers	3 946
	120 503
	1 757 919
FRAIS D'OPÉRATION	
Traitements	576 732
Avantages sociaux	44 799
Loyers	343 957
Services de transport -- ameublement	170 022
Services de transport et communications	106 324
Fournitures et approvisionnements	35 319
Entretien et réparations	4 834
Services professionnels, administratifs et autres	37 963
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu	90 585
Amortissement des immobilisations	13 621
	1 424 156
REVENU NET ET EXCÉDENT AU 31 MARS 1990	333 763 \$

FONDS DES FOURNITURES ET DE L'AMEUBLEMENT

BILAN
au 31 mars 1990

	Bilan au 31 mars 1990	Bilan d'ouverture au 1er octobre 1990
ACTIF		
À COURT TERME		
Encaisse	38 495 \$	1 177 778 \$
Intérêts courus sur dépôts bancaires	10 889	18 672
Débiteurs -- Ministères, organismes du gouvernement du Québec et autres organismes publics	3 327 463	3 279 732
Stocks	3 166 789	2 501 503
	<u>6 543 636</u>	<u>6 977 685</u>
IMMOBILISATIONS (note 3)	208 258	209 705
	<u>6 751 894 \$</u>	<u>7 187 390 \$</u>
PASSIF		
À COURT TERME		
Créditeurs	1 279 418 \$	497 346 \$
Taxe de vente provinciale	223 423	176 531
Intérêts courus	90 585	
	<u>1 593 426</u>	<u>673 877</u>
DU AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU (note 4)	4 824 705	2 570 134
AVANCE DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU		3 943 379
	<u>6 418 131</u>	<u>7 187 390</u>
EXCÉDENT	333 763	
	<u>6 751 894 \$</u>	<u>7 187 390 \$</u>

Jean-Claude Careau

Administrateur du Fonds des fournitures
et de l'ameublement

Clermont Gignac

Sous-ministre des Approvisionnements et Services

FONDS DES FOURNITURES ET DE L'AMEUBLEMENT

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1990

1. Constitution et objet

Le Fonds des fournitures et de l'ameublement, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services (L.R.Q., chapitre M-23.01), a pour objet de fournir, moyennant considération, des services d'approvisionnement en fournitures de bureau et de laboratoire, en formulaires et en ameublement à des ministères, des organismes publics ou autres définis par le gouvernement.

Ce Fonds est administré par le ministère des Approvisionnements et Services. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les opérations du Fonds ont débuté le 1er octobre 1989. Ce fonds succède au Fonds renouvelable des fournitures et de l'ameublement dont les opérations ont cessé le 30 septembre 1989. À cette date, l'actif et le passif et toutes les ententes et responsabilités du Fonds renouvelable des fournitures et de l'ameublement ainsi que toutes les transactions conclues entre ce Fonds renouvelable, ses clients et ses fournisseurs ont été transférés par le gouvernement du Québec au Fonds des fournitures et de l'ameublement.

2. Conventions comptables

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Stocks

Les stocks de fournitures et d'ameublement de bureau sont évalués au dernier coût d'acquisition.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

	Taux
Équipement informatique	20%
Matériel de manutention	10%
Matériel d'entrepôt	10%
Mobilier de bureau	20%

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations et de l'excédent.

Frais courus non inscrits

Les vacances annuelles et les congés de maladie courus au 31 mars ne sont pas comptabilisés.

3. Immobilisations

	31 mars 1990			1er octobre 1989
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement accumulé	Net	Valeur attribuée
Équipement informatique	35 625 \$	2 345 \$	33 280 \$	23 451 \$
Matériel de manutention	51 800	2 590	49 210	51 800
Matériel d'entrepôt	95 180	4 759	90 421	95 180
Mobilier de bureau	39 274	3 927	35 347	39 274
	<u>221 879 \$</u>	<u>13 621 \$</u>	<u>208 258 \$</u>	<u>209 705 \$</u>

FONDS DES FOURNITURES ET DE L'AMEUBLEMENT

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1990

4. Dû au fonds consolidé du revenu

	31 mars 1990	1er octobre 1989
Solde dû suite au transfert de l'actif net du Fonds renouvelable des fournitures et de l'ameublement, sans intérêt durant les douze premiers mois d'opération du Fonds et sans modalité de remboursement	209 705 \$	2 570 134 \$
Avances, portant intérêt au taux préférentiel bancaire et échéant en 1999	4 615 000	
	<u>4 824 705 \$</u>	<u>2 570 134 \$</u>

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan d'ouverture au 1er octobre 1989 et le bilan au 31 mars 1990 du Fonds des fournitures et de l'ameublement du gouvernement du Québec ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'exercice de six mois terminé le 31 mars 1990. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds au 1er octobre 1989 et au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de ses opérations de l'exercice de six mois terminé le 31 mars 1990 selon les conventions comptables énoncées à la note 2.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 17 août 1990

FONDS DES SERVICES DE PLACEMENT MÉDIAS
(L.R.Q., c. M-24)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1990

SERVICES DE PLACEMENTS MÉDIAS

Revenus (note 3)	8 267 191 \$
Coût (note 4)	7 274 804
Revenu brut	992 387
Revenus d'intérêts	206 744
	1 199 131

FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION

Traitements et avantages sociaux	229 151
Transport et communications	9 151
Services informatiques	21 112
Loyer	23 002
Fournitures et approvisionnements	26 160
Intérêts et frais bancaires	16 988
Amortissement des immobilisations	22 097
	347 661
REVENU NET ET EXCÉDENT AU 31 MARS 1990	851 470 \$

FONDS DES SERVICES DE PLACEMENT MÉDIAS

BILAN
au 31 mars 1990

	Bilan au 31 mars 1990	Bilan d'ouverture au 1er avril 1989
ACTIF		
À COURT TERME		
Encaisse	192 576 \$	1 551 693 \$
Débiteurs -- Ministères et organismes du gouvernement du Québec	1 277 079	1 750 958
Intérêts courus	6 191	17 480
	<u>1 475 846</u>	<u>3 320 131</u>
IMMOBILISATIONS (note 5)	76 604	71 208
	<u>1 552 450 \$</u>	<u>3 391 339 \$</u>
PASSIF		
À COURT TERME		
Créditeurs et frais courus	695 580 \$	776 125 \$
DU AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU (note 6)	5 400	215 214
AVANCE DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU		2 400 000
	<u>700 980</u>	<u>3 391 339</u>
EXCÉDENT	851 470	
	<u>1 552 450 \$</u>	<u>3 391 339 \$</u>

François C. Reny

Administrateur du Fonds des services
de placement médias

Jacques Pigeon

Sous-ministre des Communications

FONDS DES SERVICES DE PLACEMENT MÉDIAS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1990

1. Constitution et objet

Le Fonds des services de placement médias, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., chapitre M-24), a pour objet de défrayer les coûts afférents à la diffusion de l'information et de la publicité gouvernementales pour le compte des ministères et organismes du gouvernement du Québec.

Ce Fonds est administré par le ministère des Communications. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

Les opérations du Fonds ont débuté le 1er avril 1989. Ce Fonds succède au Fonds renouvelable des services de placement-média dont les opérations ont cessé le 31 mars 1989. À cette date, l'actif et le passif et toutes les ententes et responsabilités du Fonds renouvelable des services de placement-média ainsi que toutes les transactions conclues entre ce Fonds renouvelable, ses clients et ses fournisseurs ont été transférés par le gouvernement du Québec au Fonds des services de placement médias. De plus, à cette même date, d'autres actifs du gouvernement du Québec ont été transférés au Fonds.

2. Conventions comptables

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

	<u>Taux</u>
Équipement informatique	20%
Logiciels	33 1/3%
Mobilier	20%

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et elle n'est pas présentée dans l'état des opérations et de l'excédent.

Frais courus non inscrits

Les vacances annuelles et les congés de maladie courus au 31 mars ne sont pas comptabilisés.

3. REVENUS

Publicité	8 752 075 \$
Honoraires et autres frais	263 775
	<hr/> 9 015 850
Moins:	
Escomptes accordés aux clients	748 659
	<hr/> <hr/> 8 267 191 \$

4. COÛT

Publicité	8 114 444 \$
Honoraires et autres frais	264 336
	<hr/> 8 378 780
Moins:	
Escomptes obtenus des fournisseurs	1 103 976
	<hr/> <hr/> 7 274 804 \$

FONDS DES SERVICES DE PLACEMENT MÉDIAS

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1990

4. COÛT (suite)

Le Fonds comptabilise le coût des services de placement médias selon la méthode de la comptabilité d'exercice alors qu'au cours des années antérieures, le Fonds renouvelable des services de placement-média auquel il a succédé comptabilisait ce coût en fonction de la convention comptable suivante: "les dépenses comprennent des facturations provisoires; les ajustements sont comptabilisés dans l'année financière où ils sont connus".

Cette méthode de comptabilisation utilisée par le Fonds a pour effet, pour l'année financière terminée le 31 mars 1990, de diminuer le coût des services de placement médias de 445 518 \$ et d'augmenter d'autant le revenu net ainsi que l'excédent au 31 mars 1990.

5. IMMOBILISATIONS

	31 mars 1990			1er avril 1989
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement accumulé	Net	Valeur attribuée
Équipement informatique	67 798 \$	13 560 \$	54 238 \$	59 268 \$
Logiciels	17 676	5 892	11 784	
Mobilier	13 227	2 645	10 582	11 940
	<u>98 701 \$</u>	<u>22 097 \$</u>	<u>76 604 \$</u>	<u>71 208 \$</u>

6. DÔ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	31 mars 1990	1er avril 1989
Solde dû suite au transfert d'immobilisations du ministère des Communications, sans intérêt et sans modalité de remboursement	5 400 \$	5 400 \$
Solde dû suite au transfert de l'actif net du Fonds renouvelable des services de placement-média		209 814
	<u>5 400 \$</u>	<u>215 214 \$</u>

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan d'ouverture au 1er avril 1989 et le bilan au 31 mars 1990 du Fonds des services de placement médias du gouvernement du Québec ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'année financière terminée le 31 mars 1990. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds au 1er avril 1989 et au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée le 31 mars 1990 selon les conventions comptables énoncées à la note 2.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 6 juillet 1990

FONDS DES SERVICES DE SANTÉ
(L.R.Q., c. R-5)

PROVENANCE ET RÉPARTITION DES FONDS
pour l'année financière terminée le 31 mars 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
PROVENANCE DES FONDS		
Contributions		
Des employeurs	2 468 893	2 159 514
Du Fonds consolidé du revenu	988 821	986 904
	<u>3 457 714</u>	<u>3 146 418</u>
RÉPARTITION DES FONDS		
Pour le financement des programmes (note 1)		
Régime d'assurance-maladie	2 223 267	2 066 661
Services hospitaliers	1 234 447	1 079 757
	<u>3 457 714</u>	<u>3 146 418</u>

FONDS DES SERVICES DE SANTÉ

BILAN

au 31 mars 1990

(en milliers de dollars)

	1990	1989
ACTIF		
Contributions à recevoir		
Des employeurs	106 057	122 960
Du Fonds consolidé du revenu	150 791	131 073
	<u>256 848</u>	<u>254 033</u>
PASSIF		
Dû à la Régie de l'assurance-maladie du Québec	203 820	192 553
Dû au ministère de la Santé et des Services sociaux	53 028	61 480
	<u>256 848</u>	<u>254 033</u>

Le sous-ministre des Finances,

Claude Séguin

FONDS DES SERVICES DE SANTÉ**NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1990**

1. Constitution et objet

Le Fonds des services de santé, créé au ministère des Finances par la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5 et modifications), a pour objet de pourvoir au financement des programmes du régime d'assurance-maladie et des services hospitaliers. Le Fonds est alimenté par les contributions des employeurs et par les sommes qu'y verse le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu. La perception des contributions des employeurs est effectuée par le ministère du Revenu.

Les contributions des employeurs sont réparties également entre la Régie de l'assurance-maladie du Québec et le ministère de la Santé et des Services sociaux tandis que les sommes versées par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu servent à combler les besoins de la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

2. Conventions comptables

Les contributions des employeurs au Fonds sont constituées des sommes encaissées et des comptes émis au cours de l'année financière, de même que des sommes perçues des employeurs au cours du mois d'avril et afférentes aux salaires versés avant le 1er avril.

Les sommes attribuées à la Régie de l'assurance-maladie du Québec ont été établies de façon à comprendre la valeur des demandes de paiement reçues par cette dernière jusqu'au 30 avril à l'égard des services rendus et des médicaments fournis avant le 1er avril dans le cadre du régime d'assurance-maladie.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. Intégration aux états financiers annuels du Gouvernement

Les comptes du Fonds sont intégrés aux états financiers annuels du gouvernement du Québec.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds des services de santé du gouvernement du Québec au 31 mars 1990 ainsi que l'état de la provenance et de la répartition des fonds de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds au 31 mars 1990 ainsi que la provenance et la répartition des fonds pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 30 juillet 1990

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS
(L.R.Q., c. M-24)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1990

	1990	1989
SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS		
Revenus	101 340 355 \$	92 713 230 \$
Coût (incluant l'amortissement des immobilisations de télécommunications de 2 203 368 \$; 1989: 1 959 727 \$)	95 697 486	88 340 883
REVENU BRUT	5 642 869	4 372 347
Frais d'administration (note 3)	5 860 231	4 117 619
(PERTE) REVENU AVANT ÉLÉMENT SUIVANT	(217 362)	254 728
Remise d'un fournisseur (note 4)	1 864 741	
REVENU NET	1 647 379	254 728
DÉFICIT AU DÉBUT	(187 856)	(442 584)
EXCÉDENT (DÉFICIT) À LA FIN	1 459 523 \$	(187 856)\$

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1990

	1990	1989
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Revenu net	1 647 379 \$	254 728 \$
Élément sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	2 412 542	2 123 928
	4 059 921	2 378 656
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	(1 546 017)	(913 460)
Liquidités provenant des activités d'exploitation	2 513 904	1 465 196
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Conversion de l'apport du gouvernement en dette à long terme:		
Apport du gouvernement du Québec	(11 145 952)	
Dû au Fonds consolidé du revenu	11 145 952	
Avance du Fonds consolidé du revenu -- variation	(1 000 000)	1 050 000
Obligations découlant d'un contrat de location-acquisition:		
Emprunts		192 195
Remboursements	(71 798)	(120 397)
Liquidités (utilisées pour les) provenant des activités de financement	(1 071 798)	1 121 798
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations	(2 873 223)	(3 020 696)
Subvention du gouvernement du Canada comptabilisée en diminution des acquisitions d'immobilisations	472 179	1 041 215
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(2 401 044)	(1 979 481)
(DIMINUTION) AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS	(958 938)	607 513
ENCAISSE AU DÉBUT	729 108	121 595
(CHÈQUES EN CIRCULATION MOINS ENCAISSE)		
ENCAISSE À LA FIN	(229 830) \$	729 108 \$

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

BILAN
au 31 mars 1990

	1990	1989
ACTIF		
À COURT TERME		
Encaisse		729 108 \$
Débiteurs	19 295 881 \$	16 641 173
Subventions à recevoir du gouvernement du Canada (note 5)	1 500 000	1 500 000
	20 795 881	18 870 281
IMMOBILISATIONS (note 6)	11 545 812	11 557 310
	32 341 693 \$	30 427 591 \$
PASSIF		
À COURT TERME		
Chèques en circulation moins encaisse	229 830 \$	
Créditeurs	9 005 311	8 433 001 \$
Revenus reportés	535 974	229 587
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition		71 798
Avance du Fonds consolidé du revenu (note 7)	9 300 000	10 300 000
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 8)	250 000	
	19 321 115	19 034 386
REVENUS REPORTÉS	665 103	435 109
Dû AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU (note 8)	10 895 952	
	30 882 170	19 469 495
AVOIR DU FONDS		
Excédent (déficit)	1 459 523	(187 856)
Apport du gouvernement du Québec (note 8)		11 145 952
	1 459 523	10 958 096
	32 341 693 \$	30 427 591 \$

ENGAGEMENTS (note 9)

Éric Martin

Administrateur du Fonds des services
de télécommunications

Jacques Pigeon

Sous-ministre des Communications,

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1990**1. Constitution et objets**

Le Fonds des services de télécommunications, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., chapitre M-24), a pour objets de fournir, moyennant considération:

- Des services de télécommunications aux ministères, à l'exception des services désignés par le gouvernement pour les ministères qu'il détermine;
- Des services de télécommunications à la demande des organismes publics ou autres définis par le gouvernement.

Ce Fonds est administré par le ministère des Communications. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

2. Conventions comptables

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont inscrites au coût.

Les subventions reçues à l'égard des immobilisations sont comptabilisées en diminution du coût.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants:

	<u>Taux</u>
Équipement de radiocommunications	10 % et 20 %
Équipement de communications informatiques	20 % et 33 %
Équipement de bureautique et d'informatique	20 %
Équipement de communications téléphoniques	10 %
Infrastructure de radiocommunications	5 %
Matériel roulant	33 %
Mobilier de bureau	20 %
Améliorations locatives	20 %

Revenus reportés

Les revenus de services perçus d'avance pour de l'équipement de communications informatiques et téléphoniques sont reportés et imputés aux opérations au même rythme que l'amortissement de cet équipement.

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations et de l'excédent.

Frais courus non inscrits

Les vacances annuelles et les congés de maladie courus au 31 mars ne sont pas comptabilisés.

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1990

3. Frais d'administration

	1990	1989
Traitements et avantages sociaux	2 505 230 \$	1 979 619 \$
Honoraires professionnels	471 738	235 176
Recherche et développement	1 323 759	
Voyages et messageries	238 212	143 503
Traitement informatique et développement	71 123	69 801
Frais de formation	69 420	76 348
Loyer	324 426	221 617
Location d'équipement	37 422	27 222
Entretien et réparations	102 267	178 447
Fournitures	149 501	148 405
Publicité	68 070	25 113
Abonnements et cotisations	43 916	12 893
Intérêts sur avance du Fonds consolidé du revenu	1 189 535	990 781
Intérêts sur contrat de location-acquisition	3 670	16 038
Autres intérêts	9 034	5 334
Amortissement de l'équipement de bureautique et d'informatique	156 509	130 259
Amortissement du mobilier de bureau	42 085	33 942
Amortissement des améliorations locatives	10 580	
	<u>6 816 497</u>	<u>4 294 498</u>
Moins:		
Subventions du gouvernement du Canada	956 266	176 879
	<u>5 860 231 \$</u>	<u>4 117 619 \$</u>

4. Remise d'un fournisseur

Cette remise représente le crédit forfaitaire accordé par Bell Canada à ses clients suite à un jugement rendu par la Cour Suprême du Canada.

5. Subventions du gouvernement du Canada

En vertu du programme conjoint de protection civile, le gouvernement du Canada verse annuellement au Fonds, des subventions pouvant atteindre 1,5 M\$, pour le développement du réseau intersites de radiocommunications du gouvernement du Québec. Ce projet devrait se terminer en 1993-1994. Ces subventions qui étaient à recevoir au 31 mars, sont comptabilisées en diminution des éléments suivants:

	1990	1989
Coût des services de télécommunications	71 555 \$	281 906 \$
Frais d'administration	956 266	176 879
Immobilisations	472 179	1 041 215
	<u>1 500 000 \$</u>	<u>1 500 000 \$</u>

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1990

6. Immobilisations

	1990			1989
	Coût net* ou valeur attribuée	Amortissement accumulé	Net	Net
Équipement de radiocommunications	3 652 275 \$	630 453 \$	3 021 822 \$	2 301 393 \$
Équipement de communications informatiques	5 276 604	2 831 095	2 445 509	3 108 719
Équipement de bureautique et informatique	780 514	314 538	465 976	210 804
Équipement de communications téléphoniques	116 244	17 436	98 808	110 432
Infrastructure de radiocommu- nications	6 132 899	866 286	5 266 613	5 518 007
Matériel roulant	103 763	89 172	14 591	45 040
Mobilier de bureau	217 978	80 713	137 265	109 159
Améliorations locatives	105 808	10 580	95 228	
Équipement informatique détenu en vertu d'un contrat de location- acquisition				153 756
	<u>16 386 085 \$</u>	<u>4 840 273 \$</u>	<u>11 545 812 \$</u>	<u>11 557 310 \$</u>

* Comprend les subventions du gouvernement du Canada comptabilisées en diminution des immobilisations
lesquelles se répartissent comme suit:

	Au 31 mars 1989	Imputation de l'année	Au 31 mars 1990
Équipement de radiocommunications	128 500 \$	203 425 \$	331 925 \$
Équipement de bureautique et informatique	62 400	124 520	186 920
Infrastructure de radiocommunications	793 700	134 662	928 362
Mobilier de bureau	56 615	9 572	66 187
	<u>1 041 215 \$</u>	<u>472 179 \$</u>	<u>1 513 394 \$</u>

7. Avances du Fonds consolidé du revenu

Avances sous forme de crédit rotatif, d'un montant maximal de 19 M\$, consenties à titre de fonds de roulement venant à échéance le 31 janvier 1998 et portant intérêt au taux préférentiel bancaire.

8. Dû au Fonds consolidé du revenu

	1990
Sans intérêt, remboursable par versements annuels variant de 250 000 \$ à 1 145 952 \$, échéant le 31 mars 2005 (a)	11 145 952 \$
Versement échéant en deçà d'un an	250 000
	<u>10 895 952 \$</u>

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1990

8. Dû au Fonds consolidé du revenu (suite)

Les montants des versements en capital à effectuer au cours des cinq prochains exercices se détaillent comme suit:

1991	250 000 \$
1992	250 000
1993	250 000
1994	500 000
1995	500 000

- (a) Ce montant représente la valeur attribuée aux immobilisations cédées par le gouvernement du Québec lors de la constitution du Fonds. Jusqu'au 31 mars 1989, ce montant était inscrit dans l'avoir du Fonds à titre d'apport du gouvernement du Québec. Au cours de l'année, cet apport a été converti en dette à long terme par le gouvernement.

9. Engagements

Le Fonds est engagé par des baux à long terme échéant à diverses dates jusqu'au 30 septembre 1998 pour des locaux administratifs.

La dépense de loyer de l'année financière terminée le 31 mars 1990 concernant ces locaux administratifs s'élève à 834 214 \$. Cette dépense a été comptabilisée au coût des services de télécommunications pour un montant de 509 788 \$ et aux frais d'administration pour un montant de 324 426 \$. Les paiements minimaux futurs s'établissent comme suit:

1991	864 994 \$
1992	746 085
1993	707 689
1994	707 689
1995	707 689
1996 et subséquemment	2 492 518
	<u>6 226 664 \$</u>

10. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'état des opérations et de l'excédent de 1989 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1990.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds des services de télécommunications du gouvernement du Québec au 31 mars 1990 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 14 août 1990

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES
(L.R.Q., c. M-24)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1990

	1990	1989
SERVICES INFORMATIQUES		
Revenus	26 270 753 \$	21 804 150 \$
Coût (incluant l'amortissement des immobilisations relées à l'informatique de 783 513 \$; 1989: 656 304 \$)	22 509 176	19 323 458
Revenu brut	3 761 577	2 480 692
FRAIS D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	1 642 899	1 491 032
Honoraires professionnels	378 644	216 134
Déplacements	21 400	14 298
Communications	43 850	34 309
Loyer	402 101	384 964
Matériel informatique et équipement	63 610	83 748
Gardiennage et sécurité	24 693	29 457
Fournitures	157 712	125 302
Formation	13 080	28 393
Autres frais	31 730	18 234
Perte sur aliénations d'immobilisations	96 717	80 329
Amortissement du mobilier de bureau	150 916	145 724
	3 027 352	2 651 924
REVENU NET (PERTE NETTE)	734 225	(171 232)
EXCÉDENT AU DÉBUT	1 522 409	1 693 641
EXCÉDENT À LA FIN	2 256 634 \$	1 522 409 \$

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1990

	1990	1989
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Revenu net (Perte nette)	734 225 \$	(171 232)\$
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	934 429	802 028
Perte sur aliénations d'immobilisations	96 717	80 329
	1 765 371	711 125
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation (note 8)	(1 029 374)	2 133 471
Liquidités provenant des activités d'exploitation	735 997	2 844 596
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Conversion de l'apport du Gouvernement en dette à long terme:		
Apport du gouvernement du Québec	(3 954 505)	(76 284)
Dû au Fonds consolidé du revenu	3 954 505	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition:		
Emprunt	3 931	
Remboursements	(17 929)	(29 969)
Remboursement de l'avance du Fonds consolidé du revenu		(2 100 000)
Liquidités utilisées pour les activités de financement	(13 998)	(2 206 253)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations	(723 761)	(636 519)
Produit d'aliénations d'immobilisations		4 323
Immobilisations remises au gouvernement du Québec		3 741
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(723 761)	(628 455)
(DIMINUTION) AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS	(1 762)	9 888
ENCAISSE AU DÉBUT	439 360	429 472
ENCAISSE À LA FIN	437 598 \$	439 360 \$

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

BILAN
au 31 mars 1990

	1990	1989
ACTIF		
À COURT TERME		
Encaisse	437 598 \$	439 360 \$
Débiteurs -- Ministères et organismes du gouvernement du Québec	3 802 232	1 572 874
Billet à recevoir (note 3)	1 000 000	2 400 000
	5 239 830	4 412 234
IMMOBILISATIONS (note 4)	2 220 121	2 527 506
	7 459 951 \$	6 939 740 \$
PASSIF		
À COURT TERME		
Créditeurs et frais courus	1 214 018 \$	1 414 034 \$
Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 5)	17 675	15 964
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 6)	250 000	
	1 481 693	1 429 998
OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION- ACQUISITION (note 5)	17 119	32 828
DU AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU (note 6)	3 704 505	
	5 203 317	1 462 826
AVOIR DU FONDS		
Excédent	2 256 634	1 522 409
Apport du gouvernement du Québec (note 6)		3 954 505
	2 256 634	5 476 914
	7 459 951 \$	6 939 740 \$
ENGAGEMENTS (note 7)		

Bernard Beauchemin

Administrateur du Fonds des services informatiques

Jacques Pigeon

Sous-ministre des Communications

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1990

1. Constitution et objet

Le Fonds des services informatiques, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., chapitre M-24), a pour objet de financer les coûts des services informatiques fournis par le ministère des Communications à la demande des ministères, des organismes publics ou autres définis par le gouvernement.

Ce Fonds est administré par le ministère des Communications. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

2. Conventions comptables

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations dont le coût unitaire est de 1 000 \$ et plus sont inscrites à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants:

<u>Taux</u>	
	Équipement de bureautique et d'informatique
20%	Mobilier de bureau
20%	Logiciels d'exploitation
33%	

Contrats de location

Lorsque, aux termes d'un bail, pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété du bien loué sont à l'avantage ou à la charge du Fonds, le coût du bien loué ainsi que la valeur actuelle de l'obligation en découlant sont comptabilisés comme s'il s'agissait d'une acquisition d'actif et d'un emprunt. Les biens faisant ainsi l'objet d'un contrat de location-acquisition sont amortis selon la même manière que les autres immobilisations.

Les loyers découlant de contrats de location-exploitation sont imputés aux opérations.

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations et de l'excédent.

Frais courus non inscrits

Les vacances annuelles et les congés de maladie courus au 31 mars ne sont pas comptabilisés.

3. Billet à recevoir

Billet de 1 000 000 \$ à recevoir du ministère des Finances portant intérêt au taux de 12,75% et échéant le 2 avril 1990. Conformément à une politique gouvernementale, les intérêts sont versés au Fonds consolidé du revenu.

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1990

4. Immobilisations

	1990			1989
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement accumulé	Net	Net
Équipement de bureautique et d'informatique	1 797 508 \$	562 427 \$	1 235 081 \$	1 057 762 \$
Mobilier de bureau	783 255	330 860	452 395	552 809
Logiciels d'exploitation	1 350 788	881 970	468 818	827 420
	<u>3 931 551</u>	<u>1 775 257</u>	<u>2 156 294</u>	<u>2 437 991</u>
Équipement de bureautique et d'informatique détenu en vertu de contrats de location-acquisition	113 547	49 720	63 827	89 515
	<u>4 045 098 \$</u>	<u>1 824 977 \$</u>	<u>2 220 121 \$</u>	<u>2 527 506 \$</u>

5. Obligations découlant de contrats de location-acquisition

Les paiements minimaux exigibles sur les obligations découlant de contrats de location-acquisition s'établissent comme suit:

1991	20 150 \$
1992	17 736
1993	1 592
Total des paiements minimaux exigibles	<u>39 478</u>
Montant représentant les intérêts à des taux variant de 11,43% à 18,57%	<u>4 684</u>
Versements échéant en deçà d'un an	<u>34 794</u> <u>17 675</u>
	<u>17 119 \$</u>

6. Dû au Fonds consolidé du revenu

	1990
Composition au 31 mars:	
Transfert d'immobilisations du ministère des Communications lors de la constitution du Fonds	2 772 707 \$
Coût des services informatiques et frais d'administration du Fonds assumés par le gouvernement du Québec en 1988	1 181 798
	<u>3 954 505 *</u>
Versement échéant en deçà d'un an	250 000
	<u>3 704 505 \$</u>

* Cette dette, ne portant pas intérêt, est remboursable par des versements annuels minimums de 250 000 \$ pendant 10 ans. Après cette période, le solde non remboursé portera alors intérêt.

Jusqu'au 31 mars 1989, ces montants étaient inscrits dans l'avoir du Fonds à titre d'apport du gouvernement du Québec. Au cours de l'année, cet apport a été converti en dette à long terme par le Gouvernement.

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

31 mars 1990

7. Engagements

Le Fonds est engagé en vertu de baux à long terme s'échelonnant jusqu'à l'an 1995 pour la location d'équipement de bureautique et d'informatique et de logiciels d'exploitation.

La dépense de loyer de l'année financière terminée le 31 mars 1990 concernant ces biens s'élève à 9 276 306 \$ et a été comptabilisée au coût des services informatiques. Les paiements minimums futurs s'établissent comme suit:

1991	8 678 976 \$
1992	3 504 549
1993	1 929 054
1994	210 572
1995	63 002
	<u>14 386 153 \$</u>

8. Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation

	1990	1989
Variation des débiteurs	(2 229 358)\$	4 382 995 \$
Variation du billet à recevoir	1 400 000	(2 400 000)
Variation des créditeurs et frais courus	(200 016)	150 476
	<u>(1 029 374)\$</u>	<u>2 133 471 \$</u>

9. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'état des opérations et de l'excédent de 1989 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1990.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds des services informatiques du gouvernement du Québec au 31 mars 1990 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 13 juillet 1990

FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. B-8)

OPÉRATIONS
pour l'année financière terminée le 31 mars 1990

	1990	1989
REVENUS		
Services rendus	1 259 738 \$	1 011 382 \$
FRAIS D'OPÉRATION		
Traitements et avantages sociaux	718 849	632 007
Honoraires professionnels	19 431	10 345
Frais de déplacement et de séjour	61 519	25 732
Communications	40 559	25 831
Services informatiques	131 906	119 329
Bandes de données statistiques	90 999	128 453
Logiciels et matériel informatique	9 735	29 979
Impressions et frais de bureau	100 995	24 181
Abonnements	1 293	10 089
Créances douteuses	158	10 810
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu	52 795	10 753
Autres	5 574	8 672
Amortissement des immobilisations	21 299	14 755
Amortissement des frais reportés	4 098	282
	1 259 210	1 051 218
REVENU NET (PERTE NETTE) (note 3)	528 \$	(39 836)\$

FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

BILAN

au 31 mars 1990

	1990	1989
ACTIF		
À COURT TERME		
Encaisse	7 650 \$	126 982 \$
Débiteurs	409 406	328 386
Travaux en cours	98 513	14 025
Frais payés d'avance		9 045
	515 569	478 438
IMMOBILISATIONS (note 4)	33 890	42 353
FRAIS REPORTÉS	16 110	20 208
	565 569 \$	540 999 \$
PASSIF		
À COURT TERME		
Créditeurs	85 097 \$	105 006 \$
Avances sur contrat de service	40 440	80 000
Intérêts courus	13 504	7 369
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 3)	528	43 624
	139 569	235 999
AVANCES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU (note 5)	426 000	305 000
	565 569 \$	540 999 \$

Richard Lapointe

Administrateur du Fonds du Bureau de la statistique du Québec,

Claude Séguin

Sous-ministre des Finances,

FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1990

1. Constitution et objet

Le Fonds du Bureau de la statistique du Québec, fonds spécial constitué par la Loi sur le Bureau de la statistique du Québec (L.R.Q., chapitre B-8 et modifications), a pour objet de défrayer la rémunération et les dépenses afférentes aux avantages sociaux et autres conditions de travail du personnel nécessaire à la fourniture des services rendus par le Bureau ainsi que les autres coûts encourus à cette fin.

2. Conventions comptables

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Travaux en cours

Les travaux en cours sont évalués au pourcentage des services rendus au 31 mars en fonction des revenus des contrats de service.

Immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations dont le coût unitaire est de 1 000 \$ et plus sont capitalisés et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de trois ans. Les autres immobilisations sont imputées aux opérations.

Frais reportés

Les coûts des données de recensement sont reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq ans à compter de la date de leur utilisation.

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations.

Frais courus non inscrits

Les vacances annuelles et les congés de maladie courus au 31 mars ne sont pas comptabilisés.

3. Dû au fonds consolidé du revenu

	1990	1989
Solde au début	43 624 \$	83 460 \$
Revenu net (perte nette) de l'exercice	528	(39 836)
Sommes encaissées pour le compte du Fonds consolidé du revenu	39 836	
Remises	(83 460)	
Solde à la fin	528 \$	43 624 \$

4. Immobilisations

	1990		1989
	Coût	Amortissement accumulé	Net
Équipement informatique	68 605 \$	36 538 \$	32 067 \$
Mobilier et équipement	1 989	166	1 823
	70 594 \$	36 704 \$	33 890 \$
			42 353 \$

FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1990

5. Avances du Fonds consolidé du revenu

	1990	1989
Avances portant intérêt au taux préférentiel bancaire, sans modalité de remboursement, échéant le 31 décembre 1997 et rembour- sables par anticipation	426 000 \$	305 000 \$

6. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'état des opérations de 1989 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1990.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds du Bureau de la statistique du gouvernement du Québec au 31 mars 1990, ainsi que l'état des opérations de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 17 juillet 1990

FONDS EN FIDÉICOMMIS
(L.R.Q., c. D-5)

ÉVOLUTION DES DÉPÔTS
de l'année financière terminée le 31 mars 1990

Dépôts provenant de	Solde au 31 mars 1989	Dépôts reçus ou encaissés	Dépôts rem- boursés ou remis au Fonds con- solidé du revenu	Solde au 31 mars 1990
Sociétés, organismes et particuliers	50 370 586 \$	62 386 412 \$	62 696 752 \$	50 060 246 \$
Officiers de justice	49 596 777	119 515 636	118 294 248	50 818 165
Municipalités	1 168 000	301 880	614 591	855 289
	<u>101 135 363 \$</u>	<u>182 203 928 \$</u>	<u>181 605 591 \$</u>	<u>101 733 700 \$</u>

FONDS EN FIDÉICOMMIS

BILAN

au 31 mars 1990

	1990	1989
ACTIF		
Encaisse	2 440 124 \$	2 007 618 \$
Valeurs détenues		
Obligations	43 449 034	44 418 614
Bons du trésor de gouvernements	280 000	355 000
Avances au Fonds consolidé du revenu	55 564 542	54 354 131
	<u>101 733 700 \$</u>	<u>101 135 363 \$</u>
PASSIF		
Dépôts		
Sociétés, organismes et particuliers	50 060 246 \$	50 370 586 \$
Officiers de justice	50 818 165	49 596 777
Municipalités	855 289	1 168 000
	<u>101 733 700 \$</u>	<u>101 135 363 \$</u>

Le sous-ministre des Finances,

Claude Séguin

FONDS EN FIDÉICOMMIS

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1990

1. Nature des fonds en fidéicomis et politiques administratives

Les Fonds en fidéicomis sont composés principalement de dépôts de cautionnements et de garanties faits en vertu des lois, de règlements, de directives et de conventions par des officiers de justice, des municipalités, des sociétés, des organismes et des particuliers.

Ces dépôts sont effectués auprès du ministère des Finances, qui est un bureau général de dépôts en vertu de la Loi sur les dépôts et consignations (L.R.Q., chapitre D-5 et modifications).

Les revenus des valeurs détenues sont remis aux déposants de ces valeurs.

Les avances au Fonds consolidé du revenu ne produisent pas d'intérêts.

Les frais d'administration des Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

2. Convention comptable

Les valeurs détenues sont montrées à leur valeur nominale; celles en monnaie étrangère sont inscrites en équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de leur dépôt.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan au 31 mars 1990 des Fonds en fidéicomis administrés par le gouvernement du Québec ainsi que l'état de l'évolution des dépôts de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds en fidéicomis au 31 mars 1990 ainsi que l'évolution des dépôts pour l'année financière terminée à cette date selon la convention comptable énoncée à la note 2, appliquée de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 7 septembre 1990

FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. M-24)

OPÉRATIONS ET DÉFICIT
de l'année financière terminée le 31 mars 1990

REVENUS

Publications -- ventes et abonnements	5 745 836 \$
Gratuités de l'Éditeur officiel facturées au gouvernement du Québec	1 389 320
Services et autres	164 359

7 299 515

COÛT DES MARCHANDISES VENDUES (note 3)

5 263 221

BÉNÉFICE BRUT

2 036 294

Frais de commercialisation (note 4)
Frais d'administration (note 4)

3 741 436

1 591 019

5 332 455

PERTE AVANT SUBVENTION

3 296 161

Subvention du gouvernement du Québec

2 969 505

PERTE NETTE ET DÉFICIT AU 31 MARS 1990

326 656 \$

FONDS DES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

BILAN
au 31 mars 1990

	Bilan au 31 mars 1990	Bilan d'ouverture au 1er avril 1989
ACTIF		
À COURT TERME		
Encaisse	800 897 \$	3 113 207 \$
Débiteurs (note 5)	848 137	849 129
Subvention à recevoir du gouvernement du Québec	104 505	
Stocks (note 6)	1 690 891	1 273 256
Frais payés d'avance	52 626	
	<u>3 497 056</u>	<u>5 235 592</u>
IMMOBILISATIONS (note 7)	471 483	536 974
FRAIS REPORTÉS (note 8)	91 187	95 533
	<u>4 059 726 \$</u>	<u>5 868 099 \$</u>
PASSIF		
À COURT TERME		
Créditeurs	1 435 386 \$	1 149 914 \$
Abonnements perçus d'avance	990 138	805 900
	<u>2 425 524</u>	<u>1 955 814</u>
DU AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU (note 9)	1 960 858	1 960 858
AVANCE DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU		1 951 427
	<u>4 386 382</u>	<u>5 868 099</u>
DÉFICIT	326 656	
	<u>4 059 726 \$</u>	<u>5 868 099 \$</u>

Jean-Paul Gagné

Administrateur du Fonds Les Publications du Québec

Jacques Pigeon

Sous-ministre des Communications

FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC**NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 mars 1990**

1. Constitution et objet

Le Fonds Les Publications du Québec, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., chapitre M-24), a pour objet le financement des activités de l'Éditeur officiel du Québec et celles relatives à la vente de ses produits ainsi que tous les services fournis par le ministre des Communications dans la gestion des droits d'auteur, l'édition, la publication, la diffusion et la commercialisation de documents.

Ce Fonds est administré par le ministère des Communications. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les opérations du Fonds ont débuté le 1er avril 1989. Ce Fonds succède au Fonds renouvelable des publications gouvernementales dont les opérations ont cessé le 31 mars 1989. À cette date, l'actif et le passif et toutes les ententes et responsabilités du Fonds renouvelable des publications gouvernementales ainsi que toutes les transactions conclues entre ce Fonds renouvelable, ses clients et ses fournisseurs ont été transférés par le gouvernement du Québec au Fonds Les Publications du Québec. De plus, à cette même date, d'autres actifs du gouvernement du Québec ont été transférés au Fonds.

2. Conventions comptables

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Revenus d'abonnements

Les revenus d'abonnements provenant de publications dont le nombre de parutions est indéterminé, sont comptabilisés uniformément sur la durée de l'abonnement. Pour celles dont le nombre de parutions est déterminé, les revenus d'abonnements sont comptabilisés au fur et à mesure de leur parution.

Dépenses assumées par le gouvernement du Québec

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) ainsi que les frais de messagerie sont assumés par le gouvernement du Québec et ne sont pas présentés dans l'état des opérations et du déficit.

Stocks

Les stocks de produits finis sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. La méthode du prix de revient complet est utilisée dans le calcul du coût des stocks de produits finis.

Les stocks de produits en cours ne comprennent que les frais directs d'édition.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire au taux de 20%.

Frais reportés

Les frais reportés transférés au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisés à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres frais reportés sont inscrits au coût. Ils sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire au taux de 20%.

Frais courus non inscrits

Les vacances annuelles et les congés de maladie courus au 31 mars ne sont pas comptabilisés.

FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1990

3. Coût des marchandises vendues

Stocks de produits en cours au 1er avril 1989	62 569 \$
Frais directs d'édition	4 418 979
Main-d'oeuvre directe d'édition	901 078
Frais généraux de fabrication	
Traitements et avantages sociaux	175 222
Honoraires professionnels	20 438
Transport et communications	26 838
Loyer	249 751
Entretien et réparations	11 728
Fournitures et approvisionnements	16 215
Matériel et équipement	537
Autres	126
Amortissement des immobilisations et des frais reportés	17 127
	517 982
	5 900 608
Stocks de produits en cours au 31 mars 1990	131 908
Coût des produits fabriqués	5 768 700
Achats de marchandises pour la revente	357 259
	6 125 959
Moins: coûts facturés aux clients	(514 442)
	5 611 517
Stocks de produits finis au 1er avril 1989	1 210 687
	6 822 204
Stocks de produits finis au 31 mars 1990	1 558 983
	5 263 221 \$

4. Frais de commercialisation et d'administration

	Frais de commercialisation	Frais d'administration
Traitements et avantages sociaux	1 925 325 \$	893 095 \$
Honoraires professionnels	472 660	195 534
Transport et communications	502 007	196 459
Loyer	625 311	133 963
Entretien et réparations	32 383	32 730
Fournitures et approvisionnements	58 091	18 924
Matériel et équipement	7 430	8 191
Autres	231	10 472
Amortissement des immobilisations et des frais reportés	117 998	101 651
	3 741 436 \$	1 591 019 \$

Pour l'année financière terminée le 31 mars 1990, les frais de messagerie assumés par le gouvernement du Québec sont estimés à 600 000 \$.

FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

31 mars 1990

5. Débiteurs

	31 mars 1990	1er avril 1989
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	445 555 \$	514 283 \$
Autres	402 582	334 846
	<u>848 137 \$</u>	<u>849 129 \$</u>

6. Stocks

	31 mars 1990	1er avril 1989
Produits en cours	131 908 \$	62 569 \$
Produits finis	1 558 983	1 210 687
	<u>1 690 891 \$</u>	<u>1 273 256 \$</u>

7. Immobilisations

	31 mars 1990			1er avril 1989
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement accumulé	Net	Coût ou valeur attribuée
Équipement informatique	246 684 \$	69 653 \$	177 031 \$	186 971 \$
Mobilier de bureau	183 244	69 051	114 193	173 092
Équipement de bureautique	136 137	21 106	115 031	86 829
Améliorations locatives	45 744	18 472	27 272	37 986
Équipement d'entrepôt	47 426	11 805	35 621	47 426
Matériel roulant	4 670	2 335	2 335	4 670
	<u>663 905 \$</u>	<u>192 422 \$</u>	<u>471 483 \$</u>	<u>536 974 \$</u>

8. Frais reportés

	31 mars 1990			1er avril 1989
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement accumulé	Net	Coût ou valeur attribuée
Frais de développement de systèmes informatiques	126 784 \$	42 309 \$	84 475 \$	86 776 \$
Droits d'auteur	8 757	2 045	6 712	8 757
	<u>135 541 \$</u>	<u>44 354 \$</u>	<u>91 187 \$</u>	<u>95 533 \$</u>

FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1990

9. Dû au fonds consolidé du revenu

	31 mars 1990	1er avril 1989
Solde dû suite au transfert de l'actif net du Fonds renouvelable des publications gouvernementales	1 803 090 \$	1 803 090 \$
Solde dû suite au transfert d'immobilisations et de frais reportés du ministère des Communications	157 768	157 768
	<u>1 960 858 \$</u>	<u>1 960 858 \$</u>

Ces dettes, ne portant pas intérêt, échoient le 31 mars 1995. Après cette date, le solde non remboursé portera alors intérêt.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan d'ouverture au 1er avril 1989 et le bilan au 31 mars 1990 du Fonds Les Publications du Québec du gouvernement du Québec ainsi que l'état des opérations et du déficit de l'année financière terminée le 31 mars 1990. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds au 1er avril 1989 et au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée le 31 mars 1990 selon les conventions comptables énoncées à la note 2.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 13 août 1990

FONDS POUR LES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES
(L.R.Q., c. N-23.01)**OPÉRATIONS ET EXCÉDENT**
de l'exercice de six mois terminé le 31 mars 1990

REVENUS

Location d'équipements informatiques	11 031 137 \$
Gain net sur aliénations d'immobilisations	283 665
	<hr/>
	11 314 802

FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION

Amortissement des immobilisations	7 542 631
Intérêts sur montants dûs au Fonds consolidé du revenu	1 466 286
Traitements et avantages sociaux	37 421
Loyers	2 414
Autres	1 978
	<hr/>
	9 050 730
	<hr/>
REVENU NET ET EXCÉDENT AU 31 MARS 1990	2 264 072 \$

FONDS POUR LES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES

BILAN
au 31 mars 1990

	Bilan au 31 mars 1990	Bilan d'ouverture au 1er octobre 1989
ACTIF		
À COURT TERME		
Encaisse	2 632 \$	11 547 995 \$
Débiteurs -- Ministères et organismes du gouvernement du Québec	68 185	2 898 264
	70 817	14 446 259
IMMOBILISATIONS (note 3)	33 627 327	31 198 597
	<u>33 698 144 \$</u>	<u>45 644 856 \$</u>
PASSIF		
À COURT TERME		
Créditeurs	1 411 137 \$	4 882 718 \$
Intérêts courus	1 466 285	
Revenus de location d'équipements informatiques reportés		8 437 225
	2 877 422	13 319 943
DÔ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU (note 4)	28 556 650	32 324 913
	31 434 072	45 644 856
EXCÉDENT	2 264 072	
	<u>33 698 144 \$</u>	<u>45 644 856 \$</u>

Jean-Claude Careau

Administrateur du Fonds pour les équipements informatiques

Clermont Gignac

Sous-ministre des Approvisionnements et Services

FONDS POUR LES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1990

1. Constitution et objet

Le Fonds pour les équipements informatiques, fonds spécial constitué par la loi sur le ministère des Approvisionnements et Services (L.R.Q., chapitre M-23.01), a pour objet de défrayer les coûts d'acquisition d'équipements informatiques et de louer ces équipements aux ministères et organismes du gouvernement du Québec.

Ce Fonds est administré par le ministère des Approvisionnements et Services. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les opérations du Fonds ont débuté le 1er octobre 1989. Ce fonds succède au Fonds renouvelable pour les équipements informatiques dont les opérations ont cessé le 30 septembre 1989. À cette date, l'actif et le passif et toutes les ententes et responsabilités du Fonds renouvelable pour les équipements informatiques ainsi que toutes les transactions conclues entre ce Fonds renouvelable, ses clients et ses fournisseurs ont été transférés par le gouvernement du Québec au Fonds pour les équipements informatiques.

2. Conventions comptables

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon les méthodes et les taux suivants:

	Méthode	Taux
Équipement informatique	Solde dégressif	40%
Mobilier et équipement	Linéaire	20%
Régimes de retraite		

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations et de l'excédent.

Frais courus non inscrits

Les vacances annuelles et les congés de maladie courus au 31 mars ne sont pas comptabilisés.

3. Immobilisations

	31 mars 1990			1er octobre 1989
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement accumulé	Net	Valeur attribuée
Équipement informatique	41 129 496 \$	7 503 499 \$	33 625 997 \$	31 197 119 \$
Mobilier et équipement	1 478	148	1 330	1 478
	<u>41 130 974 \$*</u>	<u>7 503 647 \$</u>	<u>33 627 327 \$</u>	<u>31 198 597 \$</u>
* Valeur attribuée		31 198 597 \$		
Acquisitions		10 474 377		
Dispositions		(542 000)		
		<u>41 130 974 \$</u>		

FONDS POUR LES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

31 mars 1990

4. Du au fonds consolidé du revenu

	31 mars 1990	1er octobre 1989
Solde dû suite au transfert de l'actif net du Fonds renouvelable pour les équipements informatiques à la valeur attribuée, portant intérêt au taux de 10,64% payable semestriellement et sans modalité de remboursement	20 316 650 \$	32 324 913 \$ *
Avances, portant intérêt au taux des obligations de la province de Québec, échéant la même année que les contrats de location d'équipements informatiques concernés et sans modalité de remboursement	8 240 000	
	<u>28 556 650 \$</u>	<u>32 324 913 \$</u>
* Ce montant se détaille comme suit:		
Actif net transféré du Fonds renouvelable selon le Bilan au 30 septembre 1989		26 221 167 \$
Plus-value de réévaluation des immobilisations par le gouvernement du Québec		6 103 746
		<u>32 324 913 \$</u>

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan d'ouverture au 1er octobre 1989 et le bilan au 31 mars 1990 du Fonds pour les équipements informatiques du gouvernement du Québec ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'exercice de six mois terminé le 31 mars 1990. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds au 1er octobre 1989 et au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de ses opérations de l'exercice de six mois terminé le 31 mars 1990 selon les conventions comptables énoncées à la note 2.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 15 juin 1990

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE
(L.Q., 1976, c. 14)

ÉVOLUTION DU FONDS
pour l'année financière terminée le 31 mars 1990

	1990	1989
PROVENANCE DES FONDS		
Taxe spéciale sur le tabac	112 834 263 \$	121 259 993 \$
Intérêts sur dépôts bancaires et placements temporaires	1 208 935	907 627
Produit d'emprunts à court terme:		
Du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	4 000 000	7 700 000
Du Fonds spécial olympique	8 000 000	
Produit d'aliénations d'actifs immobiliers de la Régie des installations olympiques	16 259	67 751
	<u>126 059 457</u>	<u>129 935 371</u>
UTILISATION DES FONDS		
Remboursement par anticipation de la dette à long terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	50 000 000	55 000 000
Intérêts sur la dette à long terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	44 898 025	46 259 599
Parachèvement des installations olympiques	12 259 379	9 752 000
Remboursement d'emprunts à court terme:		
Du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	4 000 000	8 500 000
Du Fonds spécial olympique	8 000 000	
Intérêts sur les emprunts à court terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	62 692	20 063
	<u>119 220 096</u>	<u>119 531 662</u>
AUGMENTATION DU FONDS	6 839 361	10 403 709
SOLDE DU FONDS AU DÉBUT	<u>19 801 033</u>	<u>9 397 324</u>
SOLDE DU FONDS À LA FIN	<u><u>26 640 394 \$</u></u>	<u><u>19 801 033 \$</u></u>

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE

BILAN
au 31 mars 1990

	1990	1989
ACTIF		
Encaisse	344 314 \$	431 221 \$
Dépôts à terme et placements temporaires -- au coût	20 810 270	9 778 900
Débiteurs		
Agents et mandataires du ministère du Revenu	4 508 813	10 327 621
Fonds consolidé du revenu	882 725	
Autres	1 679	1 373
Intérêts courus	92 593	29 659
	<u>26 640 394 \$</u>	<u>20 568 774 \$</u>
PASSIF		
Dû au fonds consolidé du revenu		767 741 \$
Solde du Fonds	26 640 394 \$	19 801 033
	<u>26 640 394 \$</u>	<u>20 568 774 \$</u>

Le sous-ministre des Finances,
Claude Séguin

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE**NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 mars 1990**

1. Constitution et objet

Le Fonds spécial olympique a été constitué en 1976 par une loi du Parlement (Lois du Québec, 1976 chapitre 14). Ce Fonds et les revenus qu'il génère sont affectés exclusivement au remboursement du capital et des intérêts des emprunts de la Régie des installations olympiques et au parachèvement des installations olympiques. Le Fonds est géré par le ministre des Finances.

Les renseignements concernant les emprunts de la Régie des installations olympiques ainsi que les engagements pour le parachèvement des installations olympiques sont présentés dans les états financiers de la Régie des installations olympiques.

2. Conventions comptables

Les remises provenant de la taxe spéciale sur le tabac encaissées par le ministère du Revenu pendant le mois d'avril qui représentent des sommes perçues ou prélevées par ses agents ou mandataires avant le 1er avril, sont comptabilisées aux revenus de l'année financière et à l'actif au 31 mars.

Les intérêts sur les dépôts bancaires et les placements temporaires sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Le produit et le remboursement de la dette à long terme en devises étrangères du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques sont convertis au taux de change en vigueur à la date de l'emprunt ou du remboursement.

Les intérêts sur les dettes à court et à long terme du Fonds de construction de la Régie de même que la contribution au coût de parachèvement des installations olympiques sont comptabilisés lors de leur déboursé.

Le produit d'aliénations d'actifs immobiliers de la Régie est comptabilisé lors de son encaissement.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés dans les états financiers.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds spécial olympique du gouvernement du Québec au 31 mars 1990 ainsi que l'état de l'évolution du Fonds de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds spécial olympique au 31 mars 1990 ainsi que son évolution pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 24 août 1990

ÉTATS FINANCIERS DES FONDS RENOUVELABLES
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1990

FONDS RENOUVELABLE DE LA REPROGRAPHIE

OPÉRATIONS

de l'exercice de six mois terminé le 30 septembre 1989

	30 septembre 1989	31 mars 1989
	(6 mois)	(12 mois)
Revenus	3 398 465 \$	6 692 359 \$
Coût du matériel utilisé		
Stocks au début	289 434	269 503
Achats	716 931	1 436 396
	1 006 365	1 705 899
Stocks à la fin	288 907	289 434
	717 458	1 416 465
Revenu brut	2 681 007	5 275 894
Frais d'opération		
Dépenses assumées par le Fonds renouvelable		
Location et entretien -- équipement	894 244	1 908 154
Fournitures et approvisionnements	59 392	91 196
Services de transport et de communication	7 550	8 244
Intérêts sur dette à long terme	1 679	2 487
Amortissement des immobilisations	116 990	239 549
Perte sur aliénation d'immobilisations		2 849
Services professionnels, administratifs et autres	111	
	1 079 966	2 252 479
Dépenses imputées par le Fonds consolidé du revenu (note 4)	1 594 559	2 981 674
	2 674 525	5 234 153
Revenu net viré au Fonds consolidé du revenu	6 482 \$	41 741 \$

FONDS RENOUVELABLE DE LA REPROGRAPHIE

BILAN

au 30 septembre 1989

	30 septembre 1989	31 mars 1989
ACTIF		
À COURT TERME		
Encaisse	3 893 001 \$	3 140 338 \$
Débiteurs	2 162 486	1 492 905
Stocks	288 907	289 434
	<u>6 344 394</u>	<u>4 922 677</u>
IMMOBILISATIONS (note 5)	494 612	563 290
	<u>6 839 006 \$</u>	<u>5 485 967 \$</u>
PASSIF		
À COURT TERME		
Créditeurs	535 636 \$	776 544 \$
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 6)	4 779 370	3 178 329
Versements sur la dette à long terme (note 7)	12 036	12 425
	<u>5 327 042</u>	<u>3 967 298</u>
DETTE À LONG TERME (note 7)	11 964	18 669
	<u>5 339 006</u>	<u>3 985 967</u>
APPORT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC		
Avance du Fonds consolidé du revenu	1 500 000	1 500 000
	<u>6 839 006 \$</u>	<u>5 485 967 \$</u>

CESSATION DES OPÉRATIONS DU FONDS (note 3)

Pierre Rompré

Pour le contrôleur des Finances,

Jean-claude Careau

Administrateur du Fonds renouvelable de
la reprographie,

FONDS RENOUELABLE DE LA REPROGRAPHIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

30 septembre 1989

1. Constitution et objet

Le Fonds renouvelable de la reprographie avait été constitué à même les crédits votés du ministère des Communications.

Ce Fonds renouvelable avait pour objet de défrayer les coûts relatifs aux travaux de reprographie effectués dans les ateliers du ministère des Approvisionnements et Services pour le compte des ministères et organismes du gouvernement. Les recettes provenant de la vente de ces travaux étaient versées au Fonds renouvelable et réutilisées aux mêmes fins. Le ministère des Finances déterminait chaque année en accord avec le ministère des Approvisionnements et Services, les remises au Fonds consolidé du revenu, en tenant compte du fonds de roulement nécessaire aux opérations du Fonds.

Le Fonds était administré par le ministère des Approvisionnements et Services.

2. Conventions comptables**Opérations**

Les opérations sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Stocks

Les stocks sont évalués à la valeur de remplacement.

Immobilisations

Les immobilisations mises à la disposition du Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont comptabilisées au coût.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

	Taux
Équipement de transformation	20 % et 10 %
Équipement de bureau	33 1/3 %
Véhicules	33 1/3 %
Améliorations locatives	20 %

3. Cessation des opérations du Fonds

La Loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services (1988, chapitre 12) sanctionnée et entrée en vigueur le 15 juin 1988 a institué le Fonds de reprographie gouvernementale. La mise en opération de ce Fonds, le 1er octobre 1989, a entraîné la cessation des opérations du Fonds renouvelable de la reprographie à cette date.

L'actif et le passif et toutes les ententes et responsabilités du Fonds renouvelable ainsi que toutes les transactions contractuelles conclues entre le Fonds renouvelable, ses clients et ses fournisseurs, ont été transférés par le gouvernement du Québec le 1er octobre 1989, au Fonds de reprographie gouvernementale.

FONDS RENOUVELABLE DE LA REPROGRAPHIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
30 septembre 1989

4. Dépenses imputées par le Fonds consolidé du revenu

Les opérations du Fonds renouvelable comprennent certaines dépenses effectuées par le Fonds consolidé du revenu. Ces dépenses sont estimées et se détaillent comme suit:

	Exercice de six mois terminé le 30 septembre 1989			Année finan- cière termi- née le 31 mars 1989
	Dépenses effectuées à même les crédits budgétaires	Dépenses non imputées au Fonds renouvelable	Dépenses imputées au Fonds renouvelable*	Dépenses imputées au Fonds renouvelable*
Traitements	1 506 062 \$	301 212 \$	1 204 850 \$	2 291 032 \$
Loyers	323 718	64 744	258 974	450 557
Services professionnels, administratifs et autres	129 040	25 808	103 232	171 460
Services de transport et de communication	34 379	6 876	27 503	68 625
Avantages sociaux	240 970	240 970		
	<u>2 234 169 \$</u>	<u>639 610 \$</u>	<u>1 594 559 \$</u>	<u>2 981 674 \$</u>

* Le taux d'imputation de certaines dépenses imputées au Fonds renouvelable a été établi à 80 % pour l'exercice de six mois terminé le 30 septembre 1989 (31 mars 1989: 75 %).

5. Immobilisations

	30 septembre 1989		31 mars 1989
	Coût ou valeur attribuée	Amortis- sment accumulé	Net
Équipement de trans- formation	1 575 822 \$	1 166 346 \$	409 476 \$
Équipement de bureau	177 539	122 259	55 280
Véhicules	17 774	6 687	11 087
Améliorations locatives	85 844	67 075	18 769
	<u>1 856 979 \$</u>	<u>1 362 367 \$</u>	<u>494 612 \$</u>

6. Dû au Fonds consolidé du revenu

	30 septembre 1989	31 mars 1989
Solde au début	3 178 329 \$	1 854 914 \$
Revenu net	6 482	41 741
Dépenses imputées (note 4)	1 594 559	2 981 674
	<u>4 779 370</u>	<u>4 878 329</u>
Remise effectuée		1 700 000
Solde à la fin	<u>4 779 370 \$</u>	<u>3 178 329 \$</u>

FONDS RENOUVELABLE DE LA REPROGRAPHIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
30 septembre 1989

7. Dette à long terme

	30 septembre 1989	31 mars 1989
Effets à payer, garantis par des équipements de transformation, 10,25 %, échéant en juillet 1991, remboursables par versements mensuels en capital et intérêts de 1 253 \$	24 000 \$	31 094 \$
Versements échéant en deçà d'un an	12 036	12 425
	<u>11 964 \$</u>	<u>18 669 \$</u>

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds renouvelable de la reprographie du gouvernement du Québec au 30 septembre 1989 ainsi que l'état des opérations de l'exercice de six mois terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds renouvelable au 30 septembre 1989 ainsi que les résultats de ses opérations de l'exercice de six mois terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 6 avril 1990

FONDS RENOUELABLE DES FOURNITURES ET DE L'AMEUBLEMENT

OPÉRATIONS

de l'exercice de six mois terminé le 30 septembre 1989

	30 septembre 1989	31 mars 1989
	(6 mois)	(12 mois)
Ventes	10 987 437 \$	20 906 094 \$
Coût des marchandises vendues		
Stocks au début	2 535 731	1 771 028
Achats	9 407 839	19 079 570
	11 943 570	20 850 598
Stocks à la fin	2 501 503	2 535 731
	9 442 067	18 314 867
Revenu brut	1 545 370	2 591 227
Autres revenus		
Escomptes au comptant sur achats	118 782	149 186
Intérêts sur dépôts bancaires	94 806	154 044
Divers	5 325	13 106
	218 913	316 336
	1 764 283	2 907 563
Frais d'opération		
Dépenses assumées par le Fonds renouvelable		
Services de transport	160 937	373 569
Services professionnels	3 095	10 504
Fournitures et approvisionnements	60 251	91 288
Entretien et réparations	10 780	37 913
Services de communication	2 686	
Matériel et équipement		8 940
	237 749	522 214
Dépenses imputées par le Fonds consolidé du revenu (note 4)	1 158 213	2 075 288
	1 395 962	2 597 502
Revenu net viré au Fonds consolidé du revenu	368 321 \$	310 061 \$

FONDS RENOUVELABLE DES FOURNITURES ET DE L'AMEUBLEMENT

BILAN
au 30 septembre 1989

	30 septembre 1989	31 mars 1989
ACTIF		
Encaisse	1 177 778 \$	335 650 \$
Intérêts courus sur dépôts bancaires	18 672	12 792
Clients		
Ministères, organismes du gouvernement du Québec et autres organismes publics	3 279 732	4 222 173
Stocks	2 501 503	2 535 731
	<u>6 977 685 \$</u>	<u>7 106 346 \$</u>
PASSIF		
Fournisseurs	497 346 \$	1 046 797 \$
Taxe de vente provinciale	176 531	262 275
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 5)	2 360 429	1 853 895
	<u>3 034 306</u>	<u>3 162 967</u>
APPORT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC		
Avance du Fonds consolidé du revenu	3 943 379	3 943 379
	<u>6 977 685 \$</u>	<u>7 106 346 \$</u>
CESSATION DES OPÉRATIONS DU FONDS (note 3)		
Pierre Rompré		
Pour le contrôleur des Finances,		
Jean-Claude Careau		
Administrateur du Fonds renouvelable des fournitures et de l'ameublement,		

FONDS RENOUELABLE DES FOURNITURES ET DE L'AMEUBLEMENT

NOTES COMPLÉMENTAIRES

30 septembre 1989

1. Constitution et objet

Le Fonds renouvelable des fournitures et de l'ameublement du gouvernement du Québec avait été constitué à même les crédits votés du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement.

Le Fonds avait pour objet de pourvoir aux achats de fournitures, accessoires de bureau et de laboratoire qui sont gardés en magasin à la disposition des ministères et organismes du gouvernement; il visait également l'achat d'ameublement. Les recettes provenant de la vente de ces biens étaient versées au Fonds renouvelable et réutilisées aux mêmes fins. Le ministère des Finances déterminait chaque année, en accord avec le ministère des Approvisionnements et Services, les remises au Fonds consolidé du revenu, en tenant compte du fonds de roulement nécessaire aux opérations du Fonds.

Ce Fonds était administré par le ministère des Approvisionnements et Services.

2. Conventions comptables

Opérations

Les opérations du Fonds renouvelable sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Stocks

Les stocks sont évalués au dernier coût d'acquisition.

Matériel et équipement

Les achats de matériel et d'équipement par le Fonds renouvelable pour son utilisation sont imputés aux opérations.

3. Cessation des opérations du Fonds

La Loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services (1988, chapitre 12) sanctionnée et entrée en vigueur le 15 juin 1988 a institué le Fonds des fournitures et de l'ameublement. La mise en opération de ce Fonds, le 1er octobre 1989, a entraîné la cessation des opérations du Fonds renouvelable des fournitures et de l'ameublement à cette date.

L'actif et le passif et toutes les ententes et responsabilités du Fonds renouvelable ainsi que toutes les transactions contractuelles conclues entre le Fonds renouvelable, ses clients et ses fournisseurs, ont été transférés par le gouvernement du Québec le 1er octobre 1989 au Fonds des fournitures et de l'ameublement.

4. Dépenses imputées par le Fonds consolidé du revenu

Les opérations du Fonds renouvelable comprennent certaines dépenses effectuées par le Fonds consolidé du revenu. Ces dépenses acquittées à même les crédits du ministère des Approvisionnements et Services et imputées au Fonds renouvelable sont estimées et se détaillent comme suit:

	30 septembre 1989	31 mars 1989
	(6 mois)	(12 mois)
Traitements	562 597 \$	976 958 \$
Avantages sociaux	90 016	156 313
Services de transport et communication	120 009	241 451
Services professionnels, administratifs et autres	27 135	38 553
Loyers	358 456	662 013
	<u>1 158 213 \$</u>	<u>2 075 288 \$</u>

FONDS RENOUVELABLE DES FOURNITURES ET DE L'AMEUBLEMENT

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
30 septembre 1989

5. Dû au Fonds consolidé du revenu

	30 septembre 1989	31 mars 1989
Solde au début	1 853 895 \$	1 388 546 \$
Dépenses imputées (note 4)	1 158 213	2 075 288
Revenu net	368 321	310 061
	<u>3 380 429</u>	<u>3 773 895</u>
Remises effectuées	1 020 000	1 920 000
Solde à la fin	<u>2 360 429 \$</u>	<u>1 853 895 \$</u>

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds renouvelable des fournitures et de l'ameublement du gouvernement du Québec au 30 septembre 1989 ainsi que l'état des opérations de l'exercice de six mois terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds renouvelable au 30 septembre 1989 ainsi que les résultats de ses opérations de l'exercice de six mois terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 26 janvier 1990

FONDS RENOUVELABLE DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT

de l'année financière terminée le 31 mars 1990

	1990	1989
REVENUS		
Services	20 294 109 \$	19 456 937 \$
Autres		4 576
	<u>20 294 109</u>	<u>19 461 513</u>
FRAIS D'OPÉRATION (note 3)		
Dépenses assumées par le Fonds renouvelable (note 4)		
Frais de remotorisation des appareils	4 231 432	1 415 564
Entretien et réparations	4 178 447	3 215 320
Pièces de rechange et fournitures	2 601 128	2 660 037
Carburant	3 386 705	3 878 620
Communications	916 161	996 411
Location d'équipement	775 971	307 243
Services professionnels, administratifs et autres	324 551	304 389
Matériel et équipement	134 467	52 168
Autres	38 449	2 792
	<u>16 587 311</u>	<u>12 832 544</u>
REVENU NET	3 706 798	6 628 969
DÉFICIT AU DÉBUT		(3 557 624)
REVENU NET VIRÉ AU FONDS CONSOLIDÉ DU		
REVENU (1989: SOLDE DU REVENU NET) (note 6)	<u>3 706 798 \$</u>	<u>3 071 345 \$</u>

FONDS RENOUVELABLE DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

BILAN
au 31 mars 1990

	1990	1989
ACTIF		
Encaisse	12 173 610 \$	8 185 943 \$
Débiteurs		
Ministères, organismes et entreprises du gouvernement du Québec	1 295 387	1 310 403
Autres	608 484	164 124
Stock de pièces de rechange, fournitures et carburant	6 960 431	7 136 311
	<u>21 037 912 \$</u>	<u>16 796 781 \$</u>
PASSIF		
Créditeurs	2 506 777 \$	1 951 564 \$
Solde dû sur acquisition de pièces de rechange (note 5)	492 609	513 489
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 6)	13 354 526	9 647 728
	<u>16 353 912</u>	<u>12 112 781</u>
APPORT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC		
Avance du Fonds consolidé du revenu	4 684 000	4 684 000
	<u>21 037 912 \$</u>	<u>16 796 781 \$</u>

André Fiset

Pour le contrôleur des Finances

Jean-Guy Paquin

Administrateur du Fonds renouvelable
du service aérien gouvernemental,

FONDS RENOUVELABLE DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL**NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 mars 1990****1. Constitution et objet**

Le Fonds renouvelable du service aérien gouvernemental a été constitué à même les crédits votés du ministère des Transports.

Ce Fonds renouvelable a pour objet de défrayer les frais d'exploitation du service aérien de la flotte gouvernementale, déterminés par le Conseil du trésor. Les recettes provenant de la vente de ces services sont versées au Fonds renouvelable et réutilisées aux mêmes fins.

Le ministère des Finances détermine chaque année en accord avec le ministère des Transports les remises au Fonds consolidé du revenu, en tenant compte du fonds de roulement nécessaire aux opérations du Fonds.

2. Conventions comptables**Opérations**

Les opérations sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Stock de pièces de rechange, fournitures et carburant

Les pièces de rechange, fournitures et carburant sont inscrits au moindre du prix coûtant ou de la valeur de réalisation nette (méthode de l'épuisement successif). Quant aux pièces de rechange et aux fournitures qui ont été achetées en dollars américains, leur coût est converti en dollars canadiens selon un taux de change moyen pondéré déterminé en fin d'année financière.

Immobilisations

Les acquisitions de matériel et d'équipement sont imputées aux frais d'opération du Fonds.

Conversion de devises étrangères

Les achats acquittés au cours de l'année financière sont convertis au taux de change prévalant à la date du paiement. Les achats impayés au 31 mars sont convertis au taux de change prévalant à cette date.

3. Dépenses assumées par le Fonds consolidé du revenu

Les dépenses assumées à même le Fonds consolidé du revenu ne sont pas présentées aux états financiers du Fonds renouvelable. Ces dépenses sont estimées et se détaillent comme suit:

	1990	1989
Traitements	8 857 912 \$	8 267 209 \$
Avantages sociaux	1 417 266	1 323 314
Intérêts	1 917 130	1 996 430
Loyers	1 684 205	1 593 374
Acquisition d'aéronefs	552 763	3 117 326
Services professionnels, administratifs et autres	227 752	199 298
Communications	138 476	152 648
Matériel et équipement	110 725	280 835
Autres	25 585	25 284
	<u>14 931 814 \$</u>	<u>16 955 718 \$</u>

Les immobilisations, notamment les aéronefs, les bâtiments, les équipements mobiles et les outillages spécialisés, sont mises gratuitement à la disposition du Fonds renouvelable par le gouvernement du Québec.

4. Dépenses assumées par le Fonds renouvelable

Les frais d'exploitation de la flotte aérienne du ministère des Transports affectée au transport des personnes et des marchandises et à la protection de la forêt sont assumés par le Fonds renouvelable à l'exception des traitements, des services de téléphonie, du loyer des immeubles, des dépenses de nature "capital" autres que celles spécifiées par le gouvernement et des autres dépenses d'administration qui sont assumées par le Fonds consolidé du revenu.

FONDS RENOUVELABLE DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

31 mars 1990

5. Solde dû sur acquisition de pièces de rechange

Ce poste au montant de 492 609 \$ représente le solde au 31 mars 1990 s'appliquant à la partie des obligations découlant d'un contrat de location-acquisition d'un avion-ambulance, assumée par le Fonds renouvelable. Ce contrat conclu par le ministère des Transports est d'une durée maximale de 17 ans. Suite à une entente avec ce ministère, le Fonds renouvelable assume la partie des obligations du contrat reliée aux pièces de rechange, soit un montant total de 541 300 \$, en y excluant les intérêts y afférents.

Les versements à effectuer sur ce solde dû au cours des cinq prochains exercices se détaillent comme suit:

1991	23 050 \$
1992	25 453
1993	28 105
1994	31 035
1995	34 269

6. Dû au Fonds consolidé du revenu

	1990	1989
Pièces de rechange, fournitures et carburant mis à la disposition du Fonds renouvelable le 1er avril 1984	3 193 307 \$	3 193 307 \$
Pièces de rechange, fournitures et carburant mis à la disposition du Fonds renouvelable le 1er avril 1988	3 383 076	3 383 076
Revenus net accumulés	6 778 143	3 071 345
	<u>13 354 526 \$</u>	<u>9 647 728 \$</u>

7. Éventualité

Le Fonds a signé un contrat pour faire exécuter la remotorisation de deux avions CL-215. En vertu de ce contrat, le fournisseur doit rembourser au Fonds le coût total des travaux qui devrait se situer à 9 077 000 \$ si les avions ne reçoivent pas l'accréditation de navigabilité de Transport Canada. Au 31 mars 1990, les frais de remotorisation totalisaient 5 646 996 \$. Selon l'administrateur du Fonds, l'accréditation de navigabilité devrait être obtenue en janvier 1991. Advenant l'éventualité que cette accréditation ne soit pas obtenue, l'encaissement du remboursement prévu au contrat sera porté aux résultats de l'année financière alors en cours.

8. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de 1989 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1990.

FONDS RENOUVELABLE DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

J'ai vérifié le bilan du Fonds renouvelable du service aérien gouvernemental du Québec au 31 mars 1990 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds renouvelable au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 20 août 1990

FONDS RENOUVELABLE POUR L'ENTRETIEN DES MACHINES DE BUREAU

OPÉRATIONS

de l'exercice de six mois terminé le 30 septembre 1989

	30 septembre 1989	31 mars 1989
	(6 mois)	(12 mois)
REVENUS	648 711 \$	1 181 625 \$
COUT DU MATERIEL UTILISE		
Stocks au début	323 673	313 482
Achats	274 618	401 651
	<u>598 291</u>	<u>715 133</u>
Stocks à la fin	343 197	323 673
	<u>255 094</u>	<u>391 460</u>
Revenu brut	393 617	790 165
Autres revenus		
Intérêts sur dépôts bancaires	22 152	26 317
	<u>415 769</u>	<u>816 482</u>
Frais d'opération		
Dépenses assumées par le Fonds renouvelable		
Services de transport et de communication	2 918	2 737
Services professionnels, administratifs et autres	410	9 298
Entretien et réparations	3 671	5 713
Loyers	773	2 635
Fournitures et approvisionnements	7 897	22 882
Amortissement des immobilisations	4 921	13 470
	<u>20 590</u>	<u>56 735</u>
Dépenses imputées par le Fonds consolidé du revenu (note 4)	348 574	729 908
	<u>369 164</u>	<u>786 643</u>
Revenu net viré au Fonds consolidé du revenu	46 605 \$	29 839 \$

FONDS RENOUVELABLE POUR L'ENTRETIEN DES MACHINES DE BUREAU

BILAN
au 30 septembre 1989

	30 septembre 1989	31 mars 1989
ACTIF		
A COURT TERME		
Encaisse	530 733 \$	283 121 \$
Débiteurs	240 936	220 244
Intérêts courus sur dépôts bancaires	4 703	2 426
Stocks	343 197	323 673
	<u>1 119 569</u>	<u>829 464</u>
IMMOBILISATIONS (note 5)	26 103	19 089
	<u>1 145 672 \$</u>	<u>848 553 \$</u>
PASSIF		
A COURT TERME		
Créditeurs	79 743 \$	43 615 \$
Revenus de contrats de services reportés	15 812	
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 6)	550 117	304 938
	<u>645 672</u>	<u>348 553</u>
APPORT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC		
Avance du Fonds consolidé du revenu	500 000	500 000
	<u>1 145 672 \$</u>	<u>848 553 \$</u>
CESSATION DES OPÉRATIONS DU FONDS (note 3)		

Pour le contrôleur des Finances,

Pierre Rompré

Administrateur du Fonds renouvelable
pour l'entretien des machines de bureau,

Jean-Claude Careau

FONDS RENOUVELABLE POUR L'ENTRETIEN DES MACHINES DE BUREAU

NOTES COMPLÉMENTAIRES

30 septembre 1989

1. Constitution et objet

Le Fonds renouvelable pour l'entretien des machines de bureau avait été constitué à même les crédits votés du ministère des Communications.

Ce Fonds renouvelable avait pour objet de défrayer certains des frais d'exploitation du service d'entretien et de réparation des machines de bureau des ministères et organismes gouvernementaux. Les recettes provenant de la vente de ces services étaient versées au Fonds renouvelable et réutilisées aux mêmes fins. Le ministère des Finances déterminait chaque année, en accord avec le ministère des Approvisionnements et Services, les remises au Fonds consolidé du revenu, en tenant compte du fonds de roulement nécessaire aux opérations du Fonds.

Ce Fonds était administré par le ministère des Approvisionnements et Services.

2. Conventions comptables**Opérations**

Les opérations sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est établi selon la méthode du coût moyen.

Immobilisations

Les immobilisations mises à la disposition du Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

	<u>Taux</u>
Équipement de mesure électronique	20 %
Équipement informatique	33 1/3 %
Véhicules	20 %

3. Cessation des opérations du Fonds

La Loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services (1988, chapitre 12) sanctionnée et entrée en vigueur le 15 juin 1988 a institué le Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau. La mise en opération de ce Fonds, le 1er octobre 1989, a entraîné la cessation des opérations du Fonds renouvelable pour l'entretien des machines de bureau à cette date.

L'actif et le passif et toutes les ententes et responsabilités du Fonds renouvelable ainsi que toutes les transactions contractuelles conclues entre le Fonds renouvelable, ses clients et ses fournisseurs ont été transférés par le gouvernement du Québec, le 1er octobre 1989 au Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau.

FONDS RENOUVELABLE POUR L'ENTRETIEN DES MACHINES DE BUREAU

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
30 septembre 1989

4. Dépenses imputées par le Fonds consolidé du revenu

Les opérations du Fonds renouvelable comprennent certaines dépenses effectuées par le Fonds consolidé du revenu. Ces dépenses sont estimées et se détaillent comme suit:

	Exercice de six mois terminé le 30 septembre 1989			Année finan- cière ter- minée le 31 mars 1989
	Dépenses effectuées à même les crédits budgétaires	Dépenses non imputées au Fonds renouvelable	Dépenses imputées au Fonds renouvelable	Dépenses imputées au Fonds renouvelable
Traitements	320 420 \$	32 042 \$	288 378 \$	606 064 \$
Avantages sociaux	51 267	51 267		
Services de transport et de communication	12 001	1 200	10 801	19 276
Services professionnels et autres	4 200	420	3 780	8 179
Services administratifs	18 699	1 870	16 829	33 727
Loyers	31 984	3 198	28 786	62 662
	<u>438 571 \$</u>	<u>89 997 \$</u>	<u>348 574 \$</u>	<u>729 908 \$</u>

5. Immobilisations

	30 septembre 1989			31 mars 1989
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement accumulé	Net	Net
Équipement de mesure électronique	10 039 \$	9 086 \$	953 \$	1 112 \$
Équipement informatique	23 946	23 946		
Véhicules	66 707	41 557	25 150	17 977
	<u>100 692 \$</u>	<u>74 589 \$</u>	<u>26 103 \$</u>	<u>19 089 \$</u>

6. Dû au Fonds consolidé du revenu

	30 septembre 1989	31 mars 1989
Solde au début	304 938 \$	145 191 \$
Dépenses imputées (note 4)	348 574	729 908
Revenu net	46 605	29 839
	<u>700 117</u>	<u>904 938</u>
Remises effectuées	150 000	600 000
Solde à la fin	<u>550 117 \$</u>	<u>304 938 \$</u>

FONDS RENOUVELABLE POUR L'ENTRETIEN DES MACHINES DE BUREAU**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

J'ai vérifié le bilan du Fonds renouvelable pour l'entretien des machines de bureau du gouvernement du Québec au 30 septembre 1989 ainsi que l'état des opérations de l'exercice de six mois terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds renouvelable au 30 septembre 1989 ainsi que les résultats de ses opérations de l'exercice de six mois terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 19 février 1990

FONDS RENOUVELABLE POUR LES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES

OPÉRATIONS

de l'exercice de six mois terminé le 30 septembre 1989

	30 septembre 1989	31 mars 1989
	(6 mois)	(12 mois)
REVENUS		
Location d'équipements informatiques	8 994 102 \$	15 212 000 \$
Gain net sur aliénations d'équipements informatiques		80 005
Intérêts sur comptes débiteurs et autres revenus	27 614	40 997
	<u>9 021 716</u>	<u>15 333 002</u>
FRAIS D'OPÉRATION (note 4)		
Dépenses assumées par le Fonds renouvelable		
Amortissement des équipements informatiques	8 082 955	12 668 418
Autres frais	8 391	1 178
	<u>8 091 346</u>	<u>12 669 596</u>
REVENU NET VIRÉ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU	<u><u>930 370 \$</u></u>	<u><u>2 663 406 \$</u></u>

FONDS RENOUVELABLE POUR LES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES

BILAN
au 30 septembre 1989

	30 septembre 1989	31 mars 1989
ACTIF		
À COURT TERME		
Encaisse	11 547 995 \$	1 113 876 \$
Débiteurs	2 898 264	794 664
	<u>14 446 259</u>	<u>1 908 540</u>
ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES (note 5)	74 392 660	68 848 851
Moins: amortissement accumulé	<u>(49 297 809)</u>	<u>(41 214 854)</u>
	25 094 851	27 633 997
	<u>39 541 110 \$</u>	<u>29 542 537 \$</u>
PASSIF		
À COURT TERME		
Créditeurs	4 882 718 \$	4 251 740 \$
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 6)	11 528 167	10 597 797
Revenus de location d'équipements informatiques reportés	8 437 225	
	<u>24 848 110</u>	<u>14 849 537</u>
APPORT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC		
Avance du Fonds consolidé du revenu	14 693 000	14 693 000
	<u>39 541 110 \$</u>	<u>29 542 537 \$</u>

CESSATION DES OPÉRATIONS DU FONDS (note 3)

Pour le contrôleur des Finances

Pierre Rompré

Administrateur du Fonds renouvelable pour
les équipements informatiques

Jean-Claude Careau

FONDS RENOUELABLE POUR LES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

30 septembre 1989

1. Constitution et objet

Le Fonds renouvelable pour les équipements informatiques avait été constitué à même les crédits votés en 1983-1984 du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement.

Ce Fonds renouvelable avait pour objet de défrayer les coûts d'acquisition d'équipements informatiques. Les recettes provenant de la location de ces équipements aux ministères et organismes du gouvernement et de leur vente, lors de la fin de leur vie utile, étaient versées au Fonds renouvelable et réutilisées aux mêmes fins. Le ministère des Finances déterminait chaque année, en accord avec le ministère des Approvisionnements et Services, les remises au Fonds consolidé du revenu en tenant compte du fonds de roulement nécessaire aux opérations du Fonds.

Ce Fonds était administré par le ministère des Approvisionnements et Services.

2. Conventions comptables

Opérations

Les opérations sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Équipements informatiques

Les équipements informatiques sont comptabilisés au coût et ils sont amortis annuellement d'un montant égal au prix de leur location et ce jusqu'à concurrence d'une valeur résiduelle de 5 % de leurs coûts d'acquisition.

3. Cessation des opérations du Fonds

La loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services (1988, chapitre 12) sanctionnée et entrée en vigueur le 15 juin 1988 a institué le Fonds pour les équipements informatiques. La mise en opération de ce Fonds, le 1er octobre 1989, a entraîné la cessation des opérations du Fonds renouvelable pour les équipements informatiques à cette date.

L'actif et le passif et toutes les ententes et responsabilités du Fonds renouvelable ainsi que toutes les transactions conclues entre le Fonds renouvelable, ses clients et ses fournisseurs ont été transférés par le gouvernement du Québec le 1er octobre 1989 au Fonds pour les équipements informatiques.

4. Dépenses assumées par le Fonds consolidé du revenu

Les dépenses assumées à même le Fonds consolidé du revenu ne sont pas présentées dans les états financiers du Fonds renouvelable. Ces dépenses sont estimées et se détaillent comme suit:

	30 septembre 1989	31 mars 1989
	(6 mois)	(12 mois)
Traitements	34 029 \$	62 247 \$
Avantages sociaux	5 445	9 960
Services de transport et de communication	264	514
Loyers	2 518	4 641
Services administratifs	1 543	1 900
	<u>43 799 \$</u>	<u>79 262 \$</u>

5. Équipements informatiques

	30 septembre 1989	31 mars 1989
Solde au début	68 848 851 \$	56 854 394 \$
Acquisitions	5 543 809	12 737 350
Aliénations		(742 893)
	<u>74 392 660 \$</u>	<u>68 848 851 \$</u>

FONDS RENOUVELABLE POUR LES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
30 septembre 1989

6. Dû au Fonds consolidé du revenu

	30 septembre 1989	31 mars 1989
Solde au début	10 597 797 \$	7 934 391 \$
Revenu net	930 370	2 663 406
Solde à la fin	11 528 167 \$	10 597 797 \$

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds renouvelable pour les équipements informatiques du gouvernement du Québec au 30 septembre 1989 ainsi que l'état des opérations de l'exercice de six mois terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds renouvelable au 30 septembre 1989 ainsi que les résultats de ses opérations de l'exercice de six mois terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 19 décembre 1989

**DÉTAIL DES FOURNISSEURS
PAR FONDS RENOUVELABLE**

FONDS RENOUVELABLE DE LA REPROGRAPHIE

Divers fournisseurs: 1 729 920 \$

Canamicro Distribution Inc., 35 817; Kodak Canada Inc., 288 096; Papeteries J.B. Rolland Ltée, 622 495; Papiers Inter-Cité Ltée, 86 495; Xerox Canada Inc., 592 453.

COMPTES INFÉRIEURS À 28 000 \$: 104 564.

FONDS RENOUVELABLE DES FOURNITURES ET DE L'AMEUBLEMENT

Divers fournisseurs: 9 560 614 \$

ABF Formules d'Affaires Ltée, 35 587; Artopex Inc., 225 463; Berol Canada Inc., 165 043; Biltrite Nightingale International Inc., 516 176; Cabano Expéditex Inc., 31 670; Centre de Transition Le Sextant Inc., 140 952; Décaboïs Inc., 53 923; Ébénisterie Beaubois Ltée, 237 899; Écranavision Ltée, 815 603; Emballages Godin C.D.R. Inc., 70 657; Entrepôt Frontenac (1980) Inc., 28 543; ENTREPRISES: Dionite Inc., 85 275; Dominion Blueline Inc., 39 747; Fisher Scientifique Ltée, 118 262; Formules d'Affaires Étoile Ltée, 87 889; F. Pilon Inc., 28 581; Gemex (Granby) Inc., 39 548; Gistar Inc., 75 532; Hilroy, 38 409; IMPRIMERIES: Junros Inc., 45 417; Ste-Julie Inc., 100 368; Industries Rouillard Inc., 964 268; Innova, 34 137; Jacques Darche Inc., 438 561; Joseph Clermont Inc., 310 306; Librairie Boulevard Inc., 218 142; Lyonnais Transport Inc., 45 275; Métal Lincora Inc., 313 291; M.H.A. du Canada Inc., 140 950; Millipore, 29 362; Mirabau, 107 368; Modules Granby Inc., 614 609; Olivetti Canada Ltée, 51 117; PAPETERIES: d'Affaires, 369 543; J.B. Rolland Ltée, 865 101; Papiers Inter-Cité Ltée, 104 568; PLASTIQUES: Gagnon Inc., 30 335; S.L. Ltée, 39 256; Procure de Monsieur Matte Inc., 30 316; PRODUITS: Chimiques B.D.H. Canada Ltée, 29 843; Fanco, 142 642; Riviera Case Products Corporation, 208 737; Rousseau Métal Inc., 41 535; Roy & Breton Inc., 472 843; Services Graphiques Southam Paragon, 87 488; Valises Cavalier Ltée, 51 218; Villemaire Relieur, 30 395.

COMPTES INFÉRIEURS À 28 000 \$: 808 864.

FONDS RENOUVELABLE DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

Divers fournisseurs: 16 411 431 \$

Aéro-Novation Inc., 54 020; Aéro-Recip (Canada) Ltd., 153 985; Aerospace Welding Inc., 32 373; Air Canada, 106 315; Air Spray (1967) Ltd., 33 370; Aviatech Inc., 44 265; Aviation Leclerc Inc., 128 641; Aviatron Inc., 64 451; Bell Helicopter Textron, 243 087; Bombardier Inc., 5 315 958; BSP Aerospace Products, 50 555; Cafétérias Chabot Inc., 62 706; California Engine Service Inc., 146 707; Canadian Aero Accessories Ltd., 33 342; Conifair Aviation Inc., 1 860 343; Distribution d'Énergie Crie du Canada Inc., 263 254; Dowty Aerospace Corporation, 242 185; Emery Worldwide, 45 155; Exeaire Inc., 37 875; FL Aerospace Corp., 34 852; Générale Électrique du Canada Inc., 686 626; Helipro Inc., 59 191; Héroux Inc., 98 193; Industrielle-services techniques, 144 653; Innotech Aviation Ltd., 48 297; Inter-Voyage, 53 752; Leavens Aviation Inc., 37 588; Metro Parts Inc., 57 264; Ministère des Transports, 41 646; Monsanto Canada Inc., 49 726; Patlon Aircraft Industries Ltée, 66 340; Paul F. Delaney Inc., 38 714; Pétro-Canada Inc., 272 787; Pétroles Esso Canada, 1 587 029; Pétroles Therrien Inc., 142 795; Pole Air Aviation Inc., 30 632; Pratt & Whitney Canada Inc., 28 057; Produits Shell Canada Ltée, 619 948; Reed Stenhouse Ltée, 134 380; Rolls-Royce (Canada) Ltée, 34 171; Rolls-Royce PLC, 122 310; Sema Incorporated, 55 172; Standard Aero Ltd., 201 945; Starber International Inc., 83 129; Textron Lycoming, 71 311; UWAC Aviation Inc., 32 655; VILLES: La Tuque, 104 224, Maniwaki, 136 347; Western Propeller (Atlantic) Ltd., 28 886.

COMPTES INFÉRIEURS À 28 000 \$: 2 390 224.

FONDS RENOUVELABLE POUR L'ENTRETIEN DES MACHINES DE BUREAU

Divers fournisseurs: 292 734 \$

Computer Broker of Canada Ltd., 35 655; CPU Service Inc., 29 972; Info-Globe Inc., 35 789.

COMPTES INFÉRIEURS À 28 000 \$: 191 318.

FONDS RENOUVELABLE POUR LES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES

Divers fournisseurs: 5 598 484 \$

I.B.M. Canada Ltée, 1 671 728; NAS Canada Inc., 3 926 756.



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances

Ministère des Finances



QMDF A 003946